

LE DEVOIR

Manning réélu
L'appui ne dépasse pas l'Ouest,
page A 5

McDonough élue
«La pente était escarpée»,
page A 3

Charest réélu
Percée dans les Maritimes,
page A 5

Chrétien réélu
Marée rouge en Ontario,
page A 5

Duceppe réélu
«Une victoire de la ligne dure»,
page A 3

UN PAYS MORCELÉ

Le Canada réel

Lise Bissonnette

L'élection fédérale de 1993 avait été emphase: congédiement radical du Parti progressiste-conservateur, conquête libérale d'une majorité décisive aux Communes, fervent soutien pour deux nouveaux partis d'opposition, le Bloc québécois et le Reform Party. En 1997, ces humeurs tranchées l'ont cédé à des nuances qui placent désormais toutes les formations politiques en équilibre instable, à l'image du Canada réel, un pays en désaccord accentué et profond.

Les grands acteurs resteront les mêmes, mais la donne se modifie pour chacun d'entre eux. Les électeurs ont radicalement affaibli le gouvernement libéral, confirmé l'importance du Reform Party en lui donnant le titre d'opposition officielle, ébranlé le Bloc québécois tout en lui laissant prépondérance au Québec, ressuscité le Parti progressiste-conservateur et le Nouveau Parti démocratique en les plaçant toutefois à la marge. L'arrogance n'est de mise pour aucun d'eux.

Pourtant, de cette recombinaison complexe émerge un modèle assez clair. Chaque pointe du triangle dominant PLC-Reform-Bloc repose sur une géographie particulière: l'Ontario élit le gouvernement avec l'aide de l'ouest du Québec et de sa métropole, le Reform domine des Rocheuses au Pacifique, et le Bloc reste solidement installé au Québec de langue française. Cette prévisible régionalisation des choix politiques, déjà en gestation depuis 1993, est généralement interprétée comme un mal en soi, une polarisation malsaine, un crime contre le destin manifeste du Canada qui serait de respirer la cohésion d'un océan à l'autre. Comme s'il n'y avait, pour ce pays, qu'une vertueuse vérité incarnée dans les discours vaguement rassembleurs des partis dits «nationaux».

Les électeurs, qui votent selon leurs intérêts et non selon la conformité à un modèle théorique, affirment le contraire. Incapable de se refaire dans les textes, dans les grandes manœuvres constitutionnelles, dans les compromis du style de la «*société distincte*» ou de la timide dévolution administrative, le Canada réel se transforme petit à petit, dans les bureaux de scrutin. L'Ouest, par ses deux provinces les plus riches et les plus dynamiques, enterre dans les faits la dualité fondatrice du Canada politique qui n'a plus de sens à bas sur le terrain et vient de le dire en faisant gagner la vision du Reform Party. L'Ontario, en plébiscitant le Parti libéral envers et contre la grogne du reste du Canada, réaffirme son poids décisif mais devient une île qui se referme solidement sur son butin. Le Québec demeure une société politiquement divisée selon son clivage linguistique mais tisse toujours, puisque le mouvement indépendantiste tient malgré ses déboires de campagne, la trame historique de ses aspirations à un statut particulier, sinon à la souveraineté. Et les provinces de l'Atlantique, éternelles observatrices lointaines de ces alignements, se sont réfugiées dans un clair vote de protestation, néo-démocrate et conservateur.

Dans ces conditions, il est abusif de clamer que le débat électoral aurait dû être entièrement économique et qu'il a été artificiellement détourné vers la question de «l'unité canadienne» par des partis qui en font leur pain. Preston Manning, qui a le plus contribué à mettre cette question au sommet des thèmes, a touché une corde sensible qui le restera jusqu'à nouvel ordre. On ne saurait oublier que l'événement le plus marquant du dernier mandat fédéral de gouvernement a été le référendum d'octobre 1995 au Québec, que les résultats de ce référendum ont été si serrés qu'ils n'ont surtout pas disposé de la décision ultime, et qu'aucun parti fédéraliste, depuis, n'a fourni de réponse satisfaisante ou même de leur de solution à ce grand dérangement qui continue. Et auquel les questions économiques sont intimement liées, que cela plaise ou non.

Le Parlement canadien qui sort de cet exercice est à l'image du Canada et du Québec d'aujourd'hui, il file vers les rendez-vous érudits. Quoi qu'on tente pour les masquer, ils auront lieu, par la volonté démocratique qui vient de s'exprimer, en toute santé et liberté.

MÉTÉO
Montréal Ensoleillé. Max: 24 Min: 10
Québec Ensoleillé. Max: 21 Min: 5
Détails, page B 6

INDEX
Agenda B 8 Élections A 2
Annonces B 8 Idées A 9
Avis publics .. B 6 Le monde B 5
Bourse B 2 Les sports B 7
Culture B 10 Montréal A 7
Économie B 2 Mots croisés.. B 8
Éditorial A 8 Télévision B 7

■ Une mince majorité aux libéraux ■ Le Reform devient l'opposition officielle

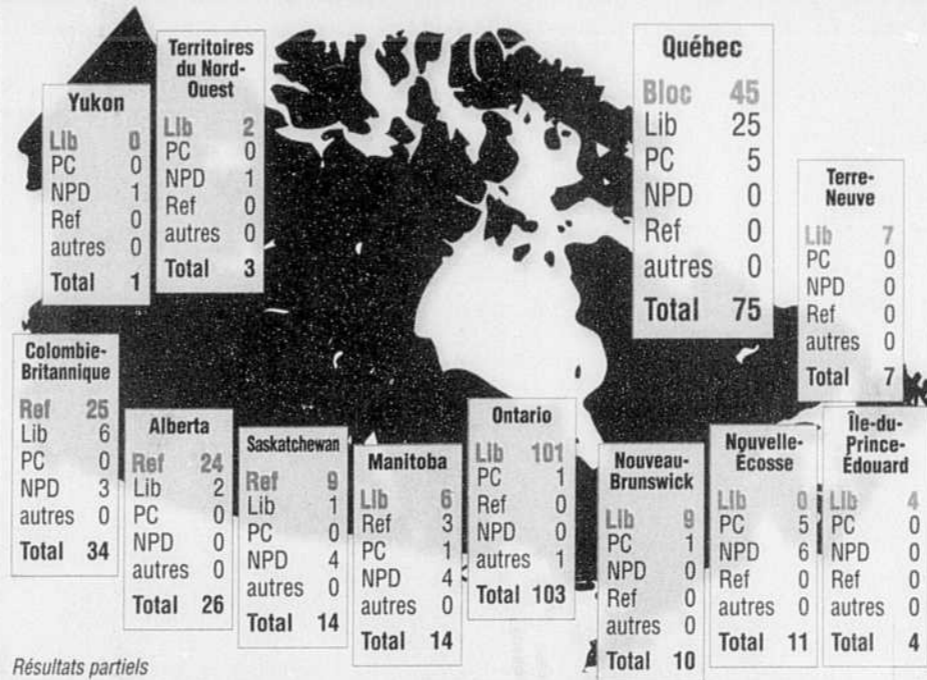
LE CHOIX DES CANADIENS

Voici les résultats des élections fédérales tels que connus à 1h ce matin.

	nombre de députés	pourcentage des votes
Lib	155	38,8 %
Ref	60	18,0 %
Bloc	44	11,1 %
PC	20	19,7 %
NPD	21	12,4 %
autres	1	—
Total	301	

à venir 0
Nombre total de circonscriptions: 301

■ Les résultats de toutes les circonscriptions du Québec, page A 4



JACQUES NADEAU LE DEVOIR
Le premier ministre Chrétien a passé les deux derniers jours dans sa circonscription de Saint-Maurice, qu'il représente aux Communes depuis 34 ans.

La lutte dans Saint-Maurice Jean Chrétien à l'arraché

JEAN DION
LE DEVOIR

Shawinigan — Le premier ministre Jean Chrétien a accueilli hier la reconduction à l'arraché d'un gouvernement libéral majoritaire en lançant un appel à l'unité du Canada et en assurant que, malgré le recul de son parti, il persistera dans la défense des valeurs qu'il a toujours prônées.

«La population du Canada a parlé, nous l'avons écoutée et nous continuerons de l'écouter», a déclaré hier M. Chrétien après avoir pris connaissance de la mince pluralité de sièges qu'il a obtenue à la Chambre des communes. «Au cours de la campagne électorale, nous avons offert aux Canadiens une approche équilibrée et modérée. La population a renouvelé sa confiance dans notre équipe et notre programme.»

Il a promis que le gouvernement représenterait l'ensemble du pays, «pas seulement ceux qui ont voté libéral». «Nous aurons un gouvernement national, avec un esprit et une vision nationaux. Nous avons fait élire des députés dans tous les coins du pays, et je m'engage à gouverner dans l'intérêt de tous les Canadiens et de toutes les régions du Canada.»

a-t-il dit.

M. Chrétien a précisé que la création d'emplois, la protection des programmes sociaux et l'unité nationale, notamment, seront au cœur de ses préoccupations.

A cet égard, lui qui avait pourfendu réformistes et bloquistes en campagne a tenu à rendre hommage au chef conservateur Jean Charest, qui «a contribué à donner une forte majorité fédéraliste au Québec». «Je serai toujours fier de marcher avec lui pour un Canada uni», a-t-il lancé.

Tout comme sur la scène nationale, M. Chrétien a d'ailleurs eu chaud dans sa propre circonscription de Saint-Maurice, où sa majorité a considérablement fondu par rapport à 1993, alors qu'il l'avait emportée par plus de 6000 voix.

Hier, il n'a été déclaré officiellement élu que vers 23h25 — l'un des derniers au Québec — alors qu'il était parvenu à faire grimper son avance à 663 voix seulement (9213 contre 8570 après décompte des tiers des votes) sur son principal adversaire, le bloquiste Yves Duhaime qui avait mené une campagne acharnée contre lui. M. Chrétien a d'ailleurs eu peine à récolter 50 % des suffrages ex-

VOIR PAGE A 10: CHRÉTIEN

MICHEL VENNE
LE DEVOIR

Le Parti libéral de Jean Chrétien a repris le pouvoir, hier, pour un deuxième mandat dans un pays politiquement morcelé en fonction de clivages régionaux accentués.

Les libéraux formeront la majorité aux Communes mais par une marge de quelques sièges à peine, grâce à un balayage rouge en Ontario où il remporte une centaine de circonscriptions sur 103.

Le premier ministre Chrétien a promis de gouverner le Canada avec une «*vision nationale*». Il a concédé qu'une «*tâche énorme*» l'attend. Et il a réitéré que sa mission la plus importante était celle de préserver l'unité canadienne. Il a d'ailleurs invité Jean Charest à le suivre sur cette voie.

Le Parti réformiste de Preston Manning, dont la campagne anti-Québec a porté fruits, rafle le titre d'opposition officielle au Bloc québécois grâce à la consolidation de ses appuis dans l'Ouest, où il a fait élire une soixantaine de candidats contre 52 en 1993. Le Reform incarne le sentiment d'aliénation manifesté par les Westerners à l'endroit du pouvoir central. Sa progression a été fulgurante depuis sa création il y a dix ans à peine.

Aux yeux du chef réformiste, le Canada n'est pas un pays fracturé mais un pays qui entre «*dans une phase de transition*». Depuis Calgary, où il a été réélu, M. Manning a soutenu que les anciennes forces politiques meurent tandis que les nouvelles forces émergent et que cette transition est une bonne chose pour le Canada. Il estime que le Parti libéral paie le prix de ses promesses rompues et pour des élections précipitées.

Le Bloc québécois, pour sa part, a fait bonne figure en raflant 45 sièges sur 75 au Québec, neuf de moins qu'il y a quatre ans. Cependant, le parti souverainiste a recueilli à peine 38 % du suffrage populaire, bien en deca des 49 % obtenus en 1993 et au référendum de 1995. Gilles Duceppe conserve son siège dans Laurier-Sainte-Marie.

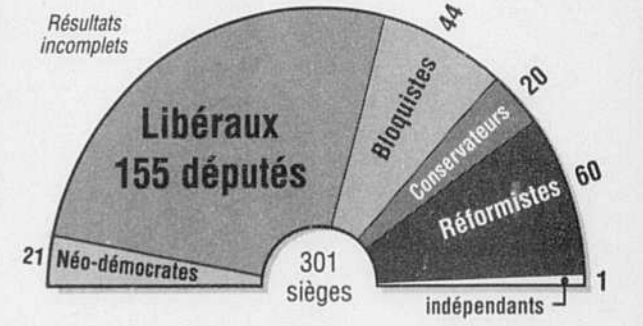
M. Duceppe s'est félicité de l'élection «*d'une majorité de députés souverainistes au Québec*». Il a reconnu que la campagne électorale avait été difficile, ardue. Il s'est presque excusé pour son inexpérience. Il croit avoir appris avec ce baptême du feu.

Pour le chef bloquiste, la leçon de ces élections, c'est la

VOIR PAGE A 10: PAYS

LA CHAMBRE DES COMMUNES

Voici la nouvelle composition de la Chambre des communes, telle que choisie hier par les électeurs canadiens.



Le Québec demeure bloquiste «Vous nous devez un pays», dit Duceppe

MARIO CLOUTIER
LE DEVOIR

En dépit d'une campagne difficile, c'est encore le Bloc québécois qui représentera le Québec au Parlement canadien, même s'il perd le statut d'opposition officielle. A l'heure de mettre sous presse, 45 candidats du Bloc avaient été élus ou étaient en tête, contre 25 pour le Parti libéral et 5 pour le Parti conservateur. Les libéraux ont toutefois gravi des échelons dans le pourcentage des votes au Québec, rejoignant 36 % de l'électorat, contre 38 % pour le Bloc et 23 % pour le Parti conservateur de Jean Charest.

Fait à noter, le pourcentage de votes pour le Bloc québécois est d'ailleurs en baisse dans plusieurs circonscriptions. Voyant littéralement fondre ses majorités un peu partout, le parti de Gilles Duceppe a remporté la victoire lors de combats serrés, même dans le royaume du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

VOIR PAGE A 10: BLOC



■ Les gens d'affaires applaudissent aux succès réformistes, page A 2
■ Les médias en panne, page A 2

■ Une victoire de 50 + 1, ironise Bernard Landry, page A 2
■ Télé: SRC par défaut, page A 3

■ Le NPD retrouve son statut de parti officiel, page A 3
■ L'Ontario donne

l'élection à Chrétien, page A 4
■ L'Ouest vote en bloc pour les réformistes, page A 4

ÉLECTIONS 1997

PERSPECTIVES

Lacunes souverainistes

Si la campagne électorale a été dominée par la question de l'unité nationale, elle n'a pas été l'occasion, comme on aurait pu le souhaiter, de mener une discussion et encore moins de trancher entre divers scénarios pour l'avenir du Canada. La rhétorique belliqueuse et la ligne dure envers les souverainistes québécois ont dominé les discours réformiste et libéral. Si bien qu'au lendemain d'un scrutin qui confirme les lignes de fracture d'un océan à l'autre, la dominante est au plan B. L'espoir d'une réforme susceptible de freiner l'élan souverainiste au Québec est nul.

Pourtant, les souverainistes sont parmi les perdants de cette campagne qui a révélé les lacunes du mouvement autant dans la forme que sur le fond.

1- Un leadership unique. Le Bloc québécois n'est plus, comme c'était le cas lorsque Lucien Bouchard en était le chef, une force politique indépendante capable d'influencer la démarche décidée à la tête du PQ. Le chef du Bloc, dont le sort reste en suspens, a failli à la tâche de donner une direction autonome à sa propre campagne, cédant volontiers le devant de la scène aux Bouchard, Parizeau et Duhaime. Si le BQ fut, un véhicule pour les nationalistes allergiques aux dogmes du Parti québécois, ce ne peut plus être le cas.

2- La volatilité des appuis. Depuis le référendum d'octobre 1995, les souverainistes ont tenu trop facilement pour acquis la solidité de leurs appuis au sein de l'électorat. Bien que divers facteurs aient influencé le vote, hier, il reste que le résultat témoigne d'un refroidissement de la ferveur qui s'est manifesté également dans la tiédeur du militantisme observé sur le terrain. La fragilité du vote souverainiste a de plus été révélée par le succès obtenu durant la campagne par Jean Charest qui, avec des propositions vagues de réforme et le hochet de la société distincte, a su détourner du Bloc des milliers d'électeurs.

3- Des failles dans l'unité. Au dernier référendum, les souverainistes avaient pu miser sur l'unité créée autour d'une vaste coalition. La campagne fédérale a plutôt été l'occasion de faire apparaître les divergences, les guéguerres et les frustrations des uns et des autres. Le lâchage dont a été victime Jacques Parizeau par ses alliés dans la foulée de la publication d'un extrait de son livre en dit long sur les rapports qui existent entre eux. La réhabilitation qui a suivi était plus tactique que sincère. De même, le refus de la FTQ d'appuyer le Bloc pour protester contre les compressions budgétaires effectuées à Québec a de quoi faire réfléchir le gouvernement Bouchard, qui doit d'abord être réélu avant de rêver d'un troisième référendum. C'est sans parler du silence des partenaires sociaux et du décrochage de l'ADQ.

4- Les limites de l'indignation. Les souverainistes ne parviennent plus aussi facilement qu'auparavant à mobiliser l'indignation des Québécois devant les « assauts du fédéral contre la démocratie québécoise ». Il y a de quoi réfléchir aux résultats de sondages qui montrent que la moitié des francophones accordent à Ottawa un mot à dire sur la formulation de la question, qu'une majorité estime qu'il faudra plus que 50 % plus une voix pour déclarer le Québec souverain, que 45 % des francophones sont d'accord pour dire que si le Canada est divisible, le Québec l'est aussi, et que 72 % reconnaissent aux Cris du Nord québécois le droit de rester au Canada malgré la souveraineté du Québec.

5- Un discours incohérent. Les discours souverainistes ont perdu de sa cohérence au cours de cette campagne. Gilles Duceppe a participé de cette incohérence en déclarant qu'un vote pour la souveraineté serait réversible et en invoquant la Constitution honnie pour la protection des frontières d'un Québec indépendant. Mais tout le mal n'est pas venu que de lui. Que dire des incantations de Jacques Parizeau à remettre en question la protection des droits des anglophones dans un Québec souverain? Et pourquoi a-t-on si peu parlé de l'offre de partenariat durant cette campagne? Un resserrement s'impose.

Une victoire de 50 plus 1, ironise Bernard Landry

Le Bloc perd le statut d'opposition officielle: «Ce n'est pas une catastrophe»

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
LE DEVOIR

Le fait que le Bloc québécois ne porte plus le chapeau d'opposition officielle n'est pas catastrophique et occuper ce poste une deuxième fois relevait presque de la mission impossible, selon le vice-premier ministre québécois, Bernard Landry.

Le ministre de l'Économie et des Finances réagissait hier quelques minutes à peine après l'annonce de la formation d'un gouvernement libéral majoritaire. Se permettant une pointe d'ironie après que l'animateur Bernard Derome lui eut annoncé la victoire du premier ministre Jean Chrétien dans son propre comté — Saint-Maurice —, Bernard Landry a dit: «M. Chrétien est en train d'avoir une leçon

de démocratie dans son propre comté. Je ne sais pas s'il va gagner avec 50 % des voix plus une, ou s'il va perdre avec 50 % des voix moins une.»

Le Bloc québécois récolte 45 sièges contre 61 pour le Parti réformiste, perdant ainsi son rôle d'opposition officielle. «Ce n'est pas une catastrophe en soi, a expliqué M. Landry, qui qualifie toutefois de mauvaise nouvelle l'élection d'une opposition officielle réformiste. N'oubliez pas que notre mouvement est respectueux du reste du Canada, n'est pas hostile à des gens qui devaient être irrités à Saskatoon ou à Moose Jaw ou à Toronto d'avoir dans leur Parlement, comme opposition officielle, un groupe de députés souverainistes; ce n'était pas la cohérence politique totale. Le Bloc a fait ce qu'il pouvait, il a essayé de représenter le Canada comme c'était son devoir, mais

c'était presque mission impossible.»

A Ottawa, le président du Conseil du Trésor estime que les Canadiens envoient un message au gouvernement libéral. «Les Canadiens ne souhaitent pas des positions aussi extrémistes que celles exprimées par Preston Manning, les Canadiens souhaitent des positions plus modérées. C'est l'un des messages qu'on nous envoie. Les partis traditionnels, le Parti conservateur, le Parti libéral, conservent une grande majorité des électeurs et leur position sur l'unité nationale est la position qui est endossée par une majorité des Canadiens.»

La nouvelle dynamique que connaîtra la Chambre des communes avec cette configuration des sièges fait toutefois dire au président du Conseil du Trésor «qu'il est temps de modifier nos politiques et de les améliorer un peu.»

Les gens d'affaires applaudissent aux succès réformistes

ROBERT DUTRISAC
LE DEVOIR

Les représentants des gens d'affaires se réjouissent du fait que le Parti réformiste accède au statut d'opposition officielle parce que les positions de ce parti en matière de politique économique correspondent à celles que préconise une majorité de dirigeants d'entreprise.

Le président-directeur général de l'Alliance des manufacturiers et des exportateurs du Québec (AMEQ), Gérard Ponton, estime que le message que livrera le Parti réformiste sera plus économique que politique, ce qui, en soi, est «un facteur positif».

«Le gouvernement sera sous haute surveillance. L'opposition sera mieux équilibrée et plus virulente», d'autant plus que les appuis que le Nouveau Parti démocratique et le Parti conservateur ont recueillis leur permettent de redevenir des partis politiques reconnus officiellement, estime M. Ponton.

À la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI), même son de cloche. L'économiste Philippe Arnau, a signalé que les membres de la FCEI exprimaient des positions favorisant la déréglementation et la diminution des coûts à l'embauche. «Le Parti réformiste nous en donne toujours plus qu'on en demande», a fait observer M. Arnau, qui a cité l'exemple de la réduction des cotisations à l'assurance-emploi. La FCEI prône une diminution de 60 ¢ de ces cotisations alors que le Parti réformiste propose dans son programme une baisse d'au moins un dollar par 100 \$ de rémunération.

À l'égard de l'élimination du déficit, «nous sommes sur la bonne voie», a mentionné M. Arnau. «Mais après la réduction du déficit, qu'est-ce qu'on va faire? Nos membres sont plus proches du Reform que du Bloc. Le Parti réformiste veut réduire la taille du gouvernement de manière permanente», a-t-il ajouté.

L'économiste prévoit «une bonne collaboration» entre la Fédération et l'opposition officielle réformiste. Ainsi, la FCEI prône la déréglementation et un assouplissement des législations relatives au travail, et le Parti réformiste se montre sensible à pareilles revendications.

Selon lui, le vote de protestation en faveur des néo-démocrates et des conservateurs dans les provinces de l'Atlantique témoigne d'«une situation préoccupante, malheureuse, mais nécessaire pour atteindre le déficit zéro».

M. Ponton estime que «la lutte au déficit va se poursuivre mais avec un "momentum" moins fort», et il faudrait que la population puisse goûter «aux fruits de la lutte contre le déficit», grâce, possiblement, à une réduction des cotisations à l'assurance-emploi et éventuellement à des baisses d'impôt. «Effectivement, le Canada n'est pas une business, mais on ne peut pas abandonner la lutte contre le déficit, on ne peut pas vivre au-dessus de nos moyens», a-t-il dit.

Si une opposition officielle réformiste est musique aux oreilles des gens d'affaires qui y trouvent leur intérêt, «au chapitre de l'unité nationale, ce ne sont pas de bonnes nouvelles, ce n'est pas de nature à favoriser la réconciliation et l'unité canadienne», a toutefois souligné M. Ponton.

Le message que livrera le Parti réformiste sera plus économique que politique, ce qui, en soi, est «un facteur positif»



Michel Venne

plus été révélée par le succès obtenu durant la campagne par Jean Charest qui, avec des propositions vagues de réforme et le hochet de la société distincte, a su détourner du Bloc des milliers d'électeurs.

3- Des failles dans l'unité. Au dernier référendum, les souverainistes avaient pu miser sur l'unité créée autour d'une vaste coalition. La campagne fédérale a plutôt été l'occasion de faire apparaître les divergences, les guéguerres et les frustrations des uns et des autres. Le lâchage dont a été victime Jacques Parizeau par ses alliés dans la foulée de la publication d'un extrait de son livre en dit long sur les rapports qui existent entre eux. La réhabilitation qui a suivi était plus tactique que sincère. De même, le refus de la FTQ d'appuyer le Bloc pour protester contre les compressions budgétaires effectuées à Québec a de quoi faire réfléchir le gouvernement Bouchard, qui doit d'abord être réélu avant de rêver d'un troisième référendum. C'est sans parler du silence des partenaires sociaux et du décrochage de l'ADQ.

4- Les limites de l'indignation. Les souverainistes ne parviennent plus aussi facilement qu'auparavant à mobiliser l'indignation des Québécois devant les « assauts du fédéral contre la démocratie québécoise ». Il y a de quoi réfléchir aux résultats de sondages qui montrent que la moitié des francophones accordent à Ottawa un mot à dire sur la formulation de la question, qu'une majorité estime qu'il faudra plus que 50 % plus une voix pour déclarer le Québec souverain, que 45 % des francophones sont d'accord pour dire que si le Canada est divisible, le Québec l'est aussi, et que 72 % reconnaissent aux Cris du Nord québécois le droit de rester au Canada malgré la souveraineté du Québec.

5- Un discours incohérent. Les discours souverainistes ont perdu de sa cohérence au cours de cette campagne. Gilles Duceppe a participé de cette incohérence en déclarant qu'un vote pour la souveraineté serait réversible et en invoquant la Constitution honnie pour la protection des frontières d'un Québec indépendant. Mais tout le mal n'est pas venu que de lui. Que dire des incantations de Jacques Parizeau à remettre en question la protection des droits des anglophones dans un Québec souverain? Et pourquoi a-t-on si peu parlé de l'offre de partenariat durant cette campagne? Un resserrement s'impose.



Les médias en panne de chiffres

Le politologue Christian Dufour critique la couverture médiatique

LOUIS-GILLES FRANÇEUR
LE DEVOIR

Quelques surprises de la soirée électorale d'hier résidaient, en réalité, dans la couverture des médias, moins convaincante que par le passé à certains points de vue.

C'est ce que soutenait le politologue Christian Dufour, de l'ENAP, qui a constaté avec surprise à quel point les médias ont été avarés hier soir de chiffres sur les résultats de chacun, sur l'ampleur des victoires et des défaites, et l'absence à peu près totale de données sur les luttes à trois ainsi que sur le taux de participation dans les différentes régions, des données aussi fondamentales pour jauger l'humeur des électeurs et la qualité du processus démocratique que les résultats eux-mêmes.

Christian Dufour note par ailleurs que la «montée» de

Jean Charest, exploitée systématiquement par les médias durant les élections, n'a eu d'égal, au niveau de la perspicacité médiatique, que l'absence d'anticipation de la percée néo-démocrate, un parti qui a décroché finalement plus de comtés que les conservateurs et s'est assuré une représentation plus équilibrée au plan national que ses concurrents!

Il aurait été intéressant, notait le politologue Dufour, de savoir si le renforcement de la députation réformiste s'accompagne dans l'Ouest d'une participation plus forte, ce qui pourrait traduire une volonté populaire d'obtenir une part plus ou moins grande du pouvoir dans l'appareil fédéral.

Il eût été tout aussi intéressant, ajoute M. Dufour, de voir si le maintien relatif du Bloc québécois est lié à un taux de participation identique ou différent des taux généralement plus élevés au Québec qu'ailleurs.

«Les médias, dit-il, ont en général limité les résultats aux

deux premiers candidats en lice. On a su peu de choses des luttes à trois, qui ont pourtant — et souvent — une grande influence sur l'issue du vote localement.»

Il est surprenant, ajoute en substance le politologue, de constater que jamais les médias n'ont bénéficié de moyens aussi puissants et sophistiqués au plan technologique. Et pourtant, plusieurs des informations qui permettent d'approfondir l'analyse des élections, comme des résultats plus détaillés et les taux de participation, n'étaient pas là hier.

En 1993, lors des dernières élections fédérales, le taux de participation moyen s'élevait à 69,6 %, le Québec affichant la plus forte participation avec un taux de 77 %. La participation des Canadiens aux élections de 1993 constituait un recul sensible par rapport aux taux antérieurs, qui étaient de 75,3 % exactement aux élections de 1988 et de 1984. En somme, on revenait en 1993 au niveau de 1980, qui s'élevait alors à 69,3 %.

Réaction des milieux syndicaux et populaires

La géographie politique du Canada vole en éclats

SERGE TRUFFAUT
LE DEVOIR

Pour les chefs de file des mouvements socioéconomiques, le résultat des élections générales confirme l'éclatement géopolitique du Canada.

Tant Lorraine Pagé, présidente de la CEQ, que Gérard Larose, président de la CSN, et Clément Godbout, président de la FTQ, ont estimé que le vote d'hier est pour beaucoup un vote de rejet des politiques libérales qui s'est exprimé à travers des formations ayant des assises régionales. Le profil qui a désormais la Chambre des communes a d'ailleurs provoqué cette réflexion de Mme Pagé: «La Chambre ressemble au Canada.»

Pour M. Larose, il est important de souligner que «les Maritimes ont exprimé leur désaccord social en appuyant le NPD, le Québec a maintenu sa dissidence en votant pour le Bloc, l'Ontario va conserver le pouvoir en ayant voté massivement pour les libéraux, le Reform occupe l'Ouest avec un entre-deux, la Manitoba et la Saskatchewan.»

Le retour plus en force du courant social-démocrate a été

particulièrement salué par le président de la FTQ qui, entre le Bloc et le NPD, disposera d'un bloc de plus d'une soixantaine de députés qui «pourront contrecarrer les positions du Reform Party. En n'ayant pas percé en Ontario, le Reform reste une formation régionale. Dans l'ensemble, la gauche a repris du poil de la bête, le débat social va reprendre de l'ampleur. Finalement, Jean Chrétien a reçu le message que ses politiques économiques ont été rejetées.»

Afin que le débat social progresse, il faudra, selon Mme Pagé, que le Bloc s'allie avec le NPD pour faire échec à la montée de la droite qui émane de l'Ouest du pays. Soit dit en passant, les trois leaders syndicaux ont tenu à saluer la performance réalisée par le Bloc qui, après un début de campagne cahoteux, s'est ressaisi passablement au cours des deux dernières semaines.

Les autres mouvements ou groupes sociaux étaient en général très perplexes à l'écoute des résultats de cette élection. On s'est particulièrement étonné de la percée effectuée par le Parti progressiste-conservateur dans les Maritimes.

Porte-parole du Mouvement action-chômage, Hans Marotte s'est dit très surpris que les électeurs aient accordé au-

tant de crédit au parti dirigé par Jean Charest. Un parti qui, le premier, a «initié le mouvement d'exclusion sociale en pilotant la loi C-21 en 1990. Malheureusement, le transfert des voix réalisé dans les Maritimes ne s'est pas fait comme on l'aurait souhaité.»

Entre libéraux et conservateurs, «il n'y a à notre avis aucune différence. C'est à se demander si les gens n'ont pas fait l'objet de débats. C'est à se demander si cela doit être mis sur le compte d'une campagne qui a été très terne. Il n'y a pas eu de débat de fond. Ce fut une campagne très superficielle. Un peu à l'image de Jean Charest. Comme il passe bien l'écran, il plaît aux gens. Pourtant, lorsqu'on lit son programme, on réalise qu'il fera à peu de choses près ce qu'on fait et feront les libéraux.»

Au sein du Mouvement Vert, Patrick Rasmussen a renvoyé dos à dos toutes les formations politiques en jugeant insultant que les questions environnementales n'aient pas fait l'objet de débats. «Jean Charest, Paul Martin et même Lucien Bouchard se sont tous fait du capital politique avec l'environnement. C'est tout. Ils n'ont rien fait et ne feront rien. C'est très grave.»

Cette absence de l'écologie de la campagne électorale a

été jugée d'autant plus grave par M. Rasmussen qu'à son avis: «Plus on va attendre pour trouver des solutions, plus la crise environnementale va nous frapper de plein fouet. Le réchauffement climatique, les inondations et autres catastrophes écologiques nous indiquent que l'horloge naturelle est déréglée. Cela va nous coûter très cher.»

«La Chambre ressemble au Canada», dit Lorraine Pagé

Du côté de la Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada, son président, Jacques Michaud, a souligné que le prochain gouvernement était dans l'obligation de faire des gestes très clairs, des gestes très concrets pour que cesse au plus tôt la campagne agressive et anti-francophone du Reform Party.

«Il serait très important à notre avis, a précisé M. Michaud, que tous les partis politiques travaillent à l'élaboration de mesures qui favoriseraient l'épanouissement de la francophonie. Il faut que les partis politiques autres que le Reform réalisent des actions concrètes dès demain.»



Gilles Duceppe et sa femme Yolande Brunelle ont suivi hier soir à la télé la diffusion des résultats électoraux. Il eût été intéressant, estime le politologue Christian Dufour, de voir si le maintien relatif du Bloc est lié à un taux de participation identique ou différent des taux généralement plus élevés au Québec qu'ailleurs.

ÉLECTIONS 1997

Duceppe se compte chanceux d'avoir pu limiter les dégâts

Le chef du Bloc prescrit la souveraineté contre la ligne dure

PAUL CAUCHON
LE DEVOIR

Visiblement soulagé des résultats électoraux du Bloc québécois après une campagne difficile, Gilles Duceppe a pris acte hier soir de la victoire de la « ligne dure » envers le Québec dans le reste du Canada.

Et devant les « attaques contre les institutions démocratiques » du Québec qui ont eu cours pendant la campagne, a-t-il dit, « il est devenu primordial que toutes les forces vives du Québec se regroupent pour s'opposer aux tactiques et aux desseins du gouvernement fédéral ».

Cette victoire de la ligne dure, selon le chef du Bloc québécois, « ne peut nous réjouir [...] ». Nous ne pouvons que mesurer l'ampleur du fossé qui sépare les Québécois du reste du pays.

Gilles Duceppe a déclaré qu'aucun des partis fédéralistes qui se retrouveront à Ottawa « n'a le quelconque mandat de réformer la Constitution canadienne [...] ». Ils ont plutôt choisi de prôner une camisole de force et de tenter d'empêcher les Québécois de s'exprimer librement et démocratiquement, particulièrement avec le refus de condamner la partition du Québec ou celui de reconnaître une majorité simple lors d'un prochain référendum.

Devant cet état de fait, Gilles Duceppe estime que « le choix est clair: prendre le Canada tel quel, ou nous donner notre propre pays, le Québec. Pour tous les Québécois qui refusent le statu quo du Parti libéral de Jean Chrétien, il ne reste qu'une seule voie crédible, la souveraineté du Québec ».

« La souveraineté du Québec nous apparaît toujours aussi nécessaire, toujours aussi fondamentale », a-t-il ajouté. Et pour ceux et celles qui croyaient toujours en un possible renouvellement du fédéralisme canadien, cette campagne a démontré que la réconciliation des aspirations du Québec et du reste du Canada reste impossible.

Gilles Duceppe est arrivé hier peu avant minuit au Spectrum de Montréal, accompagné de son épouse et de ses enfants, et sûrement heureux d'avoir limité les dégâts, malgré la perte d'une dizaine de députés.

Il a insisté sur le fait que le Québec continuait d'envoyer une majorité de députés souverainistes à Ottawa.

« Je peux assurer la population que le Bloc continuera à porter la voix du Québec à la Chambre des communes dans le plus profond respect des institutions démocratiques, tout en appuyant toutes les initiatives qui vont dans le sens des intérêts des Québécois. » Promettant « une voix forte, une voix fiè-



À Montréal, le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a été accueilli dans l'enthousiasme par ses partisans au Spectrum, quelques instants avant de prononcer son discours.

re » à Ottawa, le chef du Bloc québécois n'a pas caché que la campagne n'a pas été facile, représentant « un baptême de feu dans mon cas, une initiation à la dure réalité d'une campagne électorale, où tout se passe très vite, où l'image prédomine trop souvent sur le contenu, et où malheureusement l'anecdote prédomine sur l'essentiel ».

Mais le chef du Bloc a salué la détermination de tous les militants, « parce que nous avons tous le même objectif: nous donner un pays souverain ».

Gilles Duceppe a terminé son discours hier en appelant tous les Québécois à la solidarité, et particulièrement tous les souverainistes: « Nous devons nous regrouper d'ici le prochain référendum [pour ne pas laisser] nos adversaires profiter de nos propres divisions », a-t-il dit.

La soirée électorale du Bloc québécois avait commencé tranquillement alors que Gilles Duceppe et son épouse attendaient les résultats dans une chambre d'hôtel. Au Spectrum de Montréal, l'ensemble de jazz

de Bernard Primeau tentait d'animer une petite foule qui a commencé à s'exciter vraiment après 22h seulement, alors que les résultats du Québec commençaient à débouler.

Dans son discours, le chef a d'ailleurs chaudement remercié ses enfants et son épouse, qui sont montés sur la scène avec lui.

La nuit aura été courte pour le chef du Bloc, qui livra ce matin à 10h30 son bilan en conférence de presse.

TÉLÉVISION

Radio-Canada, par défaut

TVA et Télé-Québec n'étaient tout simplement pas dans la course

Le réseau TVA a présenté hier une soirée électorale particulièrement terne et Télé-Québec n'était souvent pas pertinent. C'est donc Radio-Canada qui a offert la meilleure couverture électorale, un peu par défaut puisqu'il était le seul vrai joueur de langue française dans cette course électorale.

Compte tenu de l'organisation et des moyens déployés par la société d'État, il aurait été inacceptable que Radio-Canada ne soit pas le plus rapide dans la diffusion des résultats. Et le télédiffuseur aurait pu nous éviter l'intensive et indécente autopromotion présentée tout au cours de la journée hier, pour annoncer la soirée électorale. Trop, c'est trop et il vaut toujours mieux attendre que les fleurs viennent de l'extérieur plutôt que de promettre la lune.

Radio-Canada et CBC avaient tous deux des systèmes informatiques et infographiques à la fine pointe de la technologie. Les résultats, sauf ceux de l'Atlantique disponibles dès 21h30, ont mis longtemps à être

connus mais la machine radio-canadienne a craché les résultats avec efficacité, souvent avant TVA et presque toujours avant Télé-Québec qui a souffert d'un léger retard toute la soirée. On aurait cependant souhaité entendre davantage Daniel Lessard, pour analyser les résultats à chaud, un peu comme Jason Moscovitch l'a fait à CBC, aux côtés de Peter Mansbridge. Cela aurait été d'autant plus pertinent que Radio-Canada n'avait pas, cette fois, de tables d'analyses. Et les commentaires des éditorialistes ne sont pas venus avant 23h15.

Fait sans précédent dans l'histoire de la couverture électorale, Radio-Canada a annoncé à 10h53 que le Parti réformiste formerait l'opposition officielle avant même d'annoncer que le Parti libéral formerait un gouvernement majoritaire. Cette annonce n'est venue qu'à 23h08 et Bernard Derome s'était pour la circonstance déplacé à la Chambre des communes, à quelques pas des studios de la chaîne, dans le foyer des Communes pour Radio-Canada, dans la magnifique rotonde pour CBC, qui a d'ailleurs largement profité de cette situation en présentant à répétition des plans de son environnement, assez spectaculaire.

Pour les télédiffuseurs, la soirée avait ceci de particulier que les journalistes connaissaient les résultats du vote dans l'Est du pays dès le début des émissions, à 21h, mais ne pouvaient, en vertu de la nouvelle loi d'Élection Canada, les divulguer avant 21h30, heure de la fermeture des bureaux de scrutin dans la majorité des autres régions du Canada. Mais ni Pierre Bruneau à TVA, ni Bernard Derome n'ont pu tenir leur langue. Des 21h10,

Pierre Bruneau disait: « Je ne suis pas supposé vous le dire mais la victoire semble certaine pour Alexa McDonough ».

À 21h20, Bernard Derome commentait les images en provenance du quartier général néo-démocrate d'Halifax, où venait d'arriver le chef du NPD, en ces termes: « Il est un peu gêné d'avoir les applaudissements derrière. Vous décoderiez les applaudissements qu'on vient d'entendre comme vous voudrez. » On ne saurait les blâmer car les trois télédiffuseurs, en lançant leur soirée à 21h, tentaient chacun, tant bien que mal, de tuer le temps jusqu'à la levée du silence.

TVA n'avait fait aucun tapage autour de sa soirée et il était facile d'en comprendre les raisons hier. Le réseau avait peu à offrir et tout s'est passé comme si le secteur de l'information n'avait pas suivi le reste de la machine TVA, qui n'a plus rien à voir avec « le canal 10 ». Non pas que les invités n'étaient pas intéressants mais compartimentement à l'activité radio-canadienne, la table ronde donnait une impression de stagnation. Et puis le décor était épouvantable.

Le cas de Télé-Québec est tout autre. Anne-Marie Dussault, une excellente chef d'antenne, était bien entourée, avec Gilles Lesage et Marc Laurendeau et tous trois se sont bien acquittés de leur tâche.

La chaîne avait plusieurs plateaux — y compris une présence au Devoir — et de nombreux invités. Elle avait renoncé, compte tenu de la faiblesse de ses moyens, à entrer dans la course aux résultats, en optant définitivement pour l'analyse et pour l'angle québécois. Le hic, c'est que les commentateurs étaient bien malprisés tant que les résultats du vote québécois n'étaient pas connus. Ainsi, le sondeur Jean-Marc Léger a dû, vers 22h15, extrapoler à partir de presque rien. De plus, certains intervenants, notamment le comédien Jean-Louis Roux, se contentaient d'exprimer des positions et des opinions mais sans les accrocher au déroulement de la soirée, ce qui donnait à l'occasion un air irréel à la soirée.

On aurait souhaité entendre davantage Daniel Lessard, pour analyser les résultats à chaud, un peu comme Jason Moskovitch l'a fait à CBC

Pierre Bruneau disait: « Je ne suis pas supposé vous le dire mais la victoire semble certaine pour Alexa McDonough ».

À 21h20, Bernard Derome commentait les images en provenance du quartier général néo-démocrate d'Halifax, où venait d'arriver le chef du NPD, en ces termes: « Il est un peu gêné d'avoir les applaudissements derrière. Vous décoderiez les applaudissements qu'on vient d'entendre comme vous voudrez. » On ne saurait les blâmer car les trois télédiffuseurs, en lançant leur soirée à 21h, tentaient chacun, tant bien que mal, de tuer le temps jusqu'à la levée du silence.

TVA n'avait fait aucun tapage autour de sa soirée et il était facile d'en comprendre les raisons hier. Le réseau avait peu à offrir et tout s'est passé comme si le secteur de l'information n'avait pas suivi le reste de la machine TVA, qui n'a plus rien à voir avec « le canal 10 ». Non pas que les invités n'étaient pas intéressants mais compartimentement à l'activité radio-canadienne, la table ronde donnait une impression de stagnation. Et puis le décor était épouvantable.

Le cas de Télé-Québec est tout autre. Anne-Marie Dussault, une excellente chef d'antenne, était bien entourée, avec Gilles Lesage et Marc Laurendeau et tous trois se sont bien acquittés de leur tâche.

La chaîne avait plusieurs plateaux — y compris une présence au Devoir — et de nombreux invités. Elle avait renoncé, compte tenu de la faiblesse de ses moyens, à entrer dans la course aux résultats, en optant définitivement pour l'analyse et pour l'angle québécois. Le hic, c'est que les commentateurs étaient bien malprisés tant que les résultats du vote québécois n'étaient pas connus. Ainsi, le sondeur Jean-Marc Léger a dû, vers 22h15, extrapoler à partir de presque rien. De plus, certains intervenants, notamment le comédien Jean-Louis Roux, se contentaient d'exprimer des positions et des opinions mais sans les accrocher au déroulement de la soirée, ce qui donnait à l'occasion un air irréel à la soirée.

On aurait souhaité entendre davantage Daniel Lessard, pour analyser les résultats à chaud, un peu comme Jason Moskovitch l'a fait à CBC

Pierre Bruneau disait: « Je ne suis pas supposé vous le dire mais la victoire semble certaine pour Alexa McDonough ».

À 21h20, Bernard Derome commentait les images en provenance du quartier général néo-démocrate d'Halifax, où venait d'arriver le chef du NPD, en ces termes: « Il est un peu gêné d'avoir les applaudissements derrière. Vous décoderiez les applaudissements qu'on vient d'entendre comme vous voudrez. » On ne saurait les blâmer car les trois télédiffuseurs, en lançant leur soirée à 21h, tentaient chacun, tant bien que mal, de tuer le temps jusqu'à la levée du silence.

TVA n'avait fait aucun tapage autour de sa soirée et il était facile d'en comprendre les raisons hier. Le réseau avait peu à offrir et tout s'est passé comme si le secteur de l'information n'avait pas suivi le reste de la machine TVA, qui n'a plus rien à voir avec « le canal 10 ». Non pas que les invités n'étaient pas intéressants mais compartimentement à l'activité radio-canadienne, la table ronde donnait une impression de stagnation. Et puis le décor était épouvantable.

Le cas de Télé-Québec est tout autre. Anne-Marie Dussault, une excellente chef d'antenne, était bien entourée, avec Gilles Lesage et Marc Laurendeau et tous trois se sont bien acquittés de leur tâche.

La chaîne avait plusieurs plateaux — y compris une présence au Devoir — et de nombreux invités. Elle avait renoncé, compte tenu de la faiblesse de ses moyens, à entrer dans la course aux résultats, en optant définitivement pour l'analyse et pour l'angle québécois. Le hic, c'est que les commentateurs étaient bien malprisés tant que les résultats du vote québécois n'étaient pas connus. Ainsi, le sondeur Jean-Marc Léger a dû, vers 22h15, extrapoler à partir de presque rien. De plus, certains intervenants, notamment le comédien Jean-Louis Roux, se contentaient d'exprimer des positions et des opinions mais sans les accrocher au déroulement de la soirée, ce qui donnait à l'occasion un air irréel à la soirée.

On aurait souhaité entendre davantage Daniel Lessard, pour analyser les résultats à chaud, un peu comme Jason Moskovitch l'a fait à CBC

Pierre Bruneau disait: « Je ne suis pas supposé vous le dire mais la victoire semble certaine pour Alexa McDonough ».

À 21h20, Bernard Derome commentait les images en provenance du quartier général néo-démocrate d'Halifax, où venait d'arriver le chef du NPD, en ces termes: « Il est un peu gêné d'avoir les applaudissements derrière. Vous décoderiez les applaudissements qu'on vient d'entendre comme vous voudrez. » On ne saurait les blâmer car les trois télédiffuseurs, en lançant leur soirée à 21h, tentaient chacun, tant bien que mal, de tuer le temps jusqu'à la levée du silence.

TVA n'avait fait aucun tapage autour de sa soirée et il était facile d'en comprendre les raisons hier. Le réseau avait peu à offrir et tout s'est passé comme si le secteur de l'information n'avait pas suivi le reste de la machine TVA, qui n'a plus rien à voir avec « le canal 10 ». Non pas que les invités n'étaient pas intéressants mais compartimentement à l'activité radio-canadienne, la table ronde donnait une impression de stagnation. Et puis le décor était épouvantable.

Le cas de Télé-Québec est tout autre. Anne-Marie Dussault, une excellente chef d'antenne, était bien entourée, avec Gilles Lesage et Marc Laurendeau et tous trois se sont bien acquittés de leur tâche.

La chaîne avait plusieurs plateaux — y compris une présence au Devoir — et de nombreux invités. Elle avait renoncé, compte tenu de la faiblesse de ses moyens, à entrer dans la course aux résultats, en optant définitivement pour l'analyse et pour l'angle québécois. Le hic, c'est que les commentateurs étaient bien malprisés tant que les résultats du vote québécois n'étaient pas connus. Ainsi, le sondeur Jean-Marc Léger a dû, vers 22h15, extrapoler à partir de presque rien. De plus, certains intervenants, notamment le comédien Jean-Louis Roux, se contentaient d'exprimer des positions et des opinions mais sans les accrocher au déroulement de la soirée, ce qui donnait à l'occasion un air irréel à la soirée.

On aurait souhaité entendre davantage Daniel Lessard, pour analyser les résultats à chaud, un peu comme Jason Moskovitch l'a fait à CBC

Pierre Bruneau disait: « Je ne suis pas supposé vous le dire mais la victoire semble certaine pour Alexa McDonough ».

À 21h20, Bernard Derome commentait les images en provenance du quartier général néo-démocrate d'Halifax, où venait d'arriver le chef du NPD, en ces termes: « Il est un peu gêné d'avoir les applaudissements derrière. Vous décoderiez les applaudissements qu'on vient d'entendre comme vous voudrez. » On ne saurait les blâmer car les trois télédiffuseurs, en lançant leur soirée à 21h, tentaient chacun, tant bien que mal, de tuer le temps jusqu'à la levée du silence.

TVA n'avait fait aucun tapage autour de sa soirée et il était facile d'en comprendre les raisons hier. Le réseau avait peu à offrir et tout s'est passé comme si le secteur de l'information n'avait pas suivi le reste de la machine TVA, qui n'a plus rien à voir avec « le canal 10 ». Non pas que les invités n'étaient pas intéressants mais compartimentement à l'activité radio-canadienne, la table ronde donnait une impression de stagnation. Et puis le décor était épouvantable.

Le cas de Télé-Québec est tout autre. Anne-Marie Dussault, une excellente chef d'antenne, était bien entourée, avec Gilles Lesage et Marc Laurendeau et tous trois se sont bien acquittés de leur tâche.

La chaîne avait plusieurs plateaux — y compris une présence au Devoir — et de nombreux invités. Elle avait renoncé, compte tenu de la faiblesse de ses moyens, à entrer dans la course aux résultats, en optant définitivement pour l'analyse et pour l'angle québécois. Le hic, c'est que les commentateurs étaient bien malprisés tant que les résultats du vote québécois n'étaient pas connus. Ainsi, le sondeur Jean-Marc Léger a dû, vers 22h15, extrapoler à partir de presque rien. De plus, certains intervenants, notamment le comédien Jean-Louis Roux, se contentaient d'exprimer des positions et des opinions mais sans les accrocher au déroulement de la soirée, ce qui donnait à l'occasion un air irréel à la soirée.

On aurait souhaité entendre davantage Daniel Lessard, pour analyser les résultats à chaud, un peu comme Jason Moskovitch l'a fait à CBC

Pierre Bruneau disait: « Je ne suis pas supposé vous le dire mais la victoire semble certaine pour Alexa McDonough ».

À 21h20, Bernard Derome commentait les images en provenance du quartier général néo-démocrate d'Halifax, où venait d'arriver le chef du NPD, en ces termes: « Il est un peu gêné d'avoir les applaudissements derrière. Vous décoderiez les applaudissements qu'on vient d'entendre comme vous voudrez. » On ne saurait les blâmer car les trois télédiffuseurs, en lançant leur soirée à 21h, tentaient chacun, tant bien que mal, de tuer le temps jusqu'à la levée du silence.

TVA n'avait fait aucun tapage autour de sa soirée et il était facile d'en comprendre les raisons hier. Le réseau avait peu à offrir et tout s'est passé comme si le secteur de l'information n'avait pas suivi le reste de la machine TVA, qui n'a plus rien à voir avec « le canal 10 ». Non pas que les invités n'étaient pas intéressants mais compartimentement à l'activité radio-canadienne, la table ronde donnait une impression de stagnation. Et puis le décor était épouvantable.

Le cas de Télé-Québec est tout autre. Anne-Marie Dussault, une excellente chef d'antenne, était bien entourée, avec Gilles Lesage et Marc Laurendeau et tous trois se sont bien acquittés de leur tâche.

La chaîne avait plusieurs plateaux — y compris une présence au Devoir — et de nombreux invités. Elle avait renoncé, compte tenu de la faiblesse de ses moyens, à entrer dans la course aux résultats, en optant définitivement pour l'analyse et pour l'angle québécois. Le hic, c'est que les commentateurs étaient bien malprisés tant que les résultats du vote québécois n'étaient pas connus. Ainsi, le sondeur Jean-Marc Léger a dû, vers 22h15, extrapoler à partir de presque rien. De plus, certains intervenants, notamment le comédien Jean-Louis Roux, se contentaient d'exprimer des positions et des opinions mais sans les accrocher au déroulement de la soirée, ce qui donnait à l'occasion un air irréel à la soirée.

On aurait souhaité entendre davantage Daniel Lessard, pour analyser les résultats à chaud, un peu comme Jason Moskovitch l'a fait à CBC

Pierre Bruneau disait: « Je ne suis pas supposé vous le dire mais la victoire semble certaine pour Alexa McDonough ».

À 21h20, Bernard Derome commentait les images en provenance du quartier général néo-démocrate d'Halifax, où venait d'arriver le chef du NPD, en ces termes: « Il est un peu gêné d'avoir les applaudissements derrière. Vous décoderiez les applaudissements qu'on vient d'entendre comme vous voudrez. » On ne saurait les blâmer car les trois télédiffuseurs, en lançant leur soirée à 21h, tentaient chacun, tant bien que mal, de tuer le temps jusqu'à la levée du silence.

TVA n'avait fait aucun tapage autour de sa soirée et il était facile d'en comprendre les raisons hier. Le réseau avait peu à offrir et tout s'est passé comme si le secteur de l'information n'avait pas suivi le reste de la machine TVA, qui n'a plus rien à voir avec « le canal 10 ». Non pas que les invités n'étaient pas intéressants mais compartimentement à l'activité radio-canadienne, la table ronde donnait une impression de stagnation. Et puis le décor était épouvantable.

Le cas de Télé-Québec est tout autre. Anne-Marie Dussault, une excellente chef d'antenne, était bien entourée, avec Gilles Lesage et Marc Laurendeau et tous trois se sont bien acquittés de leur tâche.

La chaîne avait plusieurs plateaux — y compris une présence au Devoir — et de nombreux invités. Elle avait renoncé, compte tenu de la faiblesse de ses moyens, à entrer dans la course aux résultats, en optant définitivement pour l'analyse et pour l'angle québécois. Le hic, c'est que les commentateurs étaient bien malprisés tant que les résultats du vote québécois n'étaient pas connus. Ainsi, le sondeur Jean-Marc Léger a dû, vers 22h15, extrapoler à partir de presque rien. De plus, certains intervenants, notamment le comédien Jean-Louis Roux, se contentaient d'exprimer des positions et des opinions mais sans les accrocher au déroulement de la soirée, ce qui donnait à l'occasion un air irréel à la soirée.

On aurait souhaité entendre davantage Daniel Lessard, pour analyser les résultats à chaud, un peu comme Jason Moskovitch l'a fait à CBC

Pierre Bruneau disait: « Je ne suis pas supposé vous le dire mais la victoire semble certaine pour Alexa McDonough ».

À 21h20, Bernard Derome commentait les images en provenance du quartier général néo-démocrate d'Halifax, où venait d'arriver le chef du NPD, en ces termes: « Il est un peu gêné d'avoir les applaudissements derrière. Vous décoderiez les applaudissements qu'on vient d'entendre comme vous voudrez. » On ne saurait les blâmer car les trois télédiffuseurs, en lançant leur soirée à 21h, tentaient chacun, tant bien que mal, de tuer le temps jusqu'à la levée du silence.

TVA n'avait fait aucun tapage autour de sa soirée et il était facile d'en comprendre les raisons hier. Le réseau avait peu à offrir et tout s'est passé comme si le secteur de l'information n'avait pas suivi le reste de la machine TVA, qui n'a plus rien à voir avec « le canal 10 ». Non pas que les invités n'étaient pas intéressants mais compartimentement à l'activité radio-canadienne, la table ronde donnait une impression de stagnation. Et puis le décor était épouvantable.

Le cas de Télé-Québec est tout autre. Anne-Marie Dussault, une excellente chef d'antenne, était bien entourée, avec Gilles Lesage et Marc Laurendeau et tous trois se sont bien acquittés de leur tâche.

La chaîne avait plusieurs plateaux — y compris une présence au Devoir — et de nombreux invités. Elle avait renoncé, compte tenu de la faiblesse de ses moyens, à entrer dans la course aux résultats, en optant définitivement pour l'analyse et pour l'angle québécois. Le hic, c'est que les commentateurs étaient bien malprisés tant que les résultats du vote québécois n'étaient pas connus. Ainsi, le sondeur Jean-Marc Léger a dû, vers 22h15, extrapoler à partir de presque rien. De plus, certains intervenants, notamment le comédien Jean-Louis Roux, se contentaient d'exprimer des positions et des opinions mais sans les accrocher au déroulement de la soirée, ce qui donnait à l'occasion un air irréel à la soirée.

On aurait souhaité entendre davantage Daniel Lessard, pour analyser les résultats à chaud, un peu comme Jason Moskovitch l'a fait à CBC

Pierre Bruneau disait: « Je ne suis pas supposé vous le dire mais la victoire semble certaine pour Alexa McDonough ».

À 21h20, Bernard Derome commentait les images en provenance du quartier général néo-démocrate d'Halifax, où venait d'arriver le chef du NPD, en ces termes: « Il est un peu gêné d'avoir les applaudissements derrière. Vous décoderiez les applaudissements qu'on vient d'entendre comme vous voudrez. » On ne saurait les blâmer car les trois télédiffuseurs, en lançant leur soirée à 21h, tentaient chacun, tant bien que mal, de tuer le temps jusqu'à la levée du silence.

TVA n'avait fait aucun tapage autour de sa soirée et il était facile d'en comprendre les raisons hier. Le réseau avait peu à offrir et tout s'est passé comme si le secteur de l'information n'avait pas suivi le reste de la machine TVA, qui n'a plus rien à voir avec « le canal 10 ». Non pas que les invités n'étaient pas intéressants mais compartimentement à l'activité radio-canadienne, la table ronde donnait une impression de stagnation. Et puis le décor était épouvantable.

Le cas de Télé-Québec est tout autre. Anne-Marie Dussault, une excellente chef d'antenne, était bien entourée, avec Gilles Lesage et Marc Laurendeau et tous trois se sont bien acquittés de leur tâche.

La chaîne avait plusieurs plateaux — y compris une présence au Devoir — et de nombreux invités. Elle avait renoncé, compte tenu de la faiblesse de ses moyens, à entrer dans la course aux résultats, en optant définitivement pour l'analyse et pour l'angle québécois. Le hic, c'est que les commentateurs étaient bien malprisés tant que les résultats du vote québécois n'étaient pas connus. Ainsi, le sondeur Jean-Marc Léger a dû, vers 22h15, extrapoler à partir de presque rien. De plus, certains intervenants, notamment le comédien Jean-Louis Roux, se contentaient d'exprimer des positions et des opinions mais sans les accrocher au déroulement de la soirée, ce qui donnait à l'occasion un air irréel à la soirée.

On aurait souhaité entendre davantage Daniel Lessard, pour analyser les résultats à chaud, un peu comme Jason Moskovitch l'a fait à CBC

Pierre Bruneau disait: « Je ne suis pas supposé vous le dire mais la victoire semble certaine pour Alexa McDonough ».

À 21h20, Bernard Derome commentait les images en provenance du quartier général néo-démocrate d'Halifax, où venait d'arriver le chef du NPD, en ces termes: « Il est un peu gêné d'avoir les applaudissements derrière. Vous décoderiez les applaudissements qu'on vient d'entendre comme vous voudrez. » On ne saurait les blâmer car les trois télédiffuseurs, en lançant leur soirée à 21h, tentaient chacun, tant bien que mal, de tuer le temps jusqu'à la levée du silence.

TVA n'avait fait aucun tapage autour de sa soirée et il était facile d'en comprendre les raisons hier. Le réseau avait peu à offrir et tout s'est passé comme si le secteur de l'information n'avait pas suivi le reste de la machine TVA, qui n'a plus rien à voir avec « le canal 10 ». Non pas que les invités n'étaient pas intéressants mais compartimentement à l'activité radio-canadienne, la table ronde donnait une impression de stagnation. Et puis le décor était épouvantable.

Le cas de Télé-Québec est tout autre. Anne-Marie Dussault, une excellente chef d'antenne, était bien entourée, avec Gilles Lesage et Marc Laurendeau et tous trois se sont bien acquittés de leur tâche.

La chaîne avait plusieurs plateaux — y compris une présence au Devoir — et de nombreux invités. Elle avait renoncé, compte tenu de la faiblesse de ses moyens, à entrer dans la course aux résultats, en optant définitivement pour l'analyse et pour l'angle québécois. Le hic, c'est que les commentateurs étaient bien malprisés tant que les résultats du vote québécois n'étaient pas connus. Ainsi, le sondeur Jean-Marc Léger a dû, vers 22h15, extrapoler à partir de presque rien. De plus, certains intervenants, notamment le comédien Jean-Louis Roux, se contentaient d'exprimer des positions et des opinions mais sans les accrocher au déroulement de la soirée, ce qui donnait à l'occasion un air irréel à la soirée.

On aurait souhaité entendre davantage Daniel Lessard, pour analyser les résultats à chaud, un peu comme Jason Moskovitch l'a fait à CBC

Pierre Bruneau disait: « Je ne suis pas supposé vous le dire mais la victoire semble certaine pour Alexa McDonough ».

À 21h20, Bernard Derome commentait les images en provenance du quartier général néo-démocrate d'Halifax, où venait d'arriver le chef du NPD, en ces termes: « Il est un peu gêné d'avoir les applaudissements derrière. Vous décoderiez les applaudissements qu'on vient d'entendre comme vous voudrez. » On ne saurait les blâmer car les trois télédiffuseurs, en lançant leur soirée à 21h, tentaient chacun, tant bien que mal, de tuer le temps jusqu'à la levée du silence.

TVA n'avait fait aucun tapage autour de sa soirée et il était facile d'en comprendre les raisons hier. Le réseau avait peu à offrir et tout s'est passé comme si le secteur de l'information n'avait pas suivi le reste de la machine TVA, qui n'a plus rien à voir avec « le canal 10 ». Non pas que les invités n'étaient pas intéressants mais compartimentement à l'activité radio-canadienne, la table ronde donnait une impression de stagnation. Et puis le décor était épouvantable.

Le cas de Télé-Québec est tout autre. Anne-Marie Dussault, une excellente chef d'antenne, était bien entourée, avec Gilles Lesage et Marc Laurendeau et tous trois se sont bien acquittés de leur tâche.

La chaîne avait plusieurs plateaux — y compris une présence au Devoir — et de nombreux invités. Elle avait renoncé, compte tenu de la faiblesse de ses moyens, à entrer dans la course aux résultats, en optant définitivement pour l'analyse et pour l'angle québécois. Le hic, c'est que les commentateurs étaient bien malprisés tant que les résultats du vote québécois n'étaient pas connus. Ainsi, le sondeur Jean-Marc Léger a dû, vers 22h15, extrapoler à partir de presque rien. De plus, certains intervenants, notamment le comédien Jean-Louis Roux, se contentaient d'exprimer des positions et des opinions mais sans les accrocher au déroulement de la soirée, ce qui donnait à l'occasion un air irréel à la soirée.

On aurait souhaité entendre davantage Daniel Lessard, pour analyser les résultats à chaud, un peu comme Jason Moskovitch l'a fait à CBC

Pierre Bruneau disait: « Je ne suis pas supposé vous le dire mais la victoire semble certaine pour Alexa McDonough ».

À 21h20, Bernard Derome commentait les images en provenance du quartier général néo-démocrate d'Halifax, où venait d'arriver le chef du NPD, en ces termes: « Il est un peu gêné d'avoir les applaudissements derrière. Vous décoderiez les applaudissements qu'on vient d'entendre comme vous voudrez. » On ne saurait les blâmer car les trois télédiffuseurs, en lançant leur soirée à 21h, tentaient chacun, tant bien que mal, de tuer le temps jusqu'à la levée du silence.

TVA n'avait fait aucun tapage autour de sa soirée et il était facile d'en comprendre les raisons hier. Le réseau avait peu à offrir et tout s'est passé comme si le secteur de l'information n'avait pas suivi le reste de la machine TVA, qui n'a plus rien à voir avec « le canal 10 ». Non pas que les invités n'étaient pas intéressants mais compartimentement à l'activité radio-canadienne, la table ronde donnait une impression de stagnation. Et puis le décor était épouvantable.

Le cas de Télé-Québec est tout autre. Anne-Marie Dussault, une excellente chef d'antenne, était bien entourée, avec Gilles Lesage et Marc Laurendeau et tous trois se sont bien acquittés de leur tâche.

La chaîne avait plusieurs plateaux — y compris une présence au Devoir — et de nombreux invités. Elle avait renoncé, compte tenu de la faiblesse de ses moyens, à entrer dans la course aux résultats, en optant définitivement pour l'analyse et pour l'angle québécois. Le hic, c'est que les commentateurs étaient bien malprisés tant que les résultats du vote québécois n'étaient pas connus. Ainsi, le sondeur Jean-Marc Léger a dû, vers 22h15, extrapoler à partir de presque rien. De plus, certains intervenants, notamment le comédien Jean-Louis Roux, se contentaient d'exprimer des positions et des opinions mais sans les accrocher au déroulement de la soirée, ce qui donnait à l'occasion un air irréel à la soirée.

On aurait souhaité entendre davantage Daniel Lessard, pour analyser les résultats à chaud, un peu comme Jason Moskovitch l'a fait à CBC

Pierre Bruneau disait: « Je ne suis pas supposé vous le dire mais la victoire semble certaine pour Alexa McDonough ».

À 21h20, Bernard Derome commentait les images en provenance du quartier général néo-démocrate d'Halifax, où venait d'arriver le chef du NPD, en ces termes: « Il est un peu gêné d'avoir les applaudissements derrière. Vous décoderiez les applaudissements qu'on vient d'entendre comme vous voudrez. » On ne saurait les blâmer car les trois télédiffuseurs, en lançant leur soirée à 21h, tentaient chacun, tant bien que mal, de tuer le temps jusqu'à la levée du silence.

TVA n'avait fait aucun tapage autour de sa soirée et il était facile d'en comprendre les raisons hier. Le réseau avait peu à offrir et tout s'est passé comme si le secteur de l'information n'avait pas suivi le reste de la machine TVA, qui n'a plus rien à voir avec « le canal 10 ». Non pas que les invités n'étaient pas intéressants mais compartimentement à l'activité radio-canadienne, la table ronde donnait une impression de stagnation. Et puis le décor était épouvantable.

Le cas de Télé-Québec est tout autre. Anne-Marie Dussault, une excellente chef d'antenne, était bien entourée, avec Gilles

ÉLECTIONS 1997

Les libéraux sombrent dans les maritimes

Les conservateurs enlèvent 14 comtés et le NPD, sept

LOUIS-GILLES
FRANÇEUR
LE DEVOIR

Le Parti libéral de Jean Chrétien a littéralement coulé à pic dans les Maritimes, renversé par une vague de mécontentement qui lui a laissé seulement 11 des 31 comtés qu'il détenait dans une région qui en compte 32!

Les conservateurs, qui n'avaient qu'un seul siège dans la région, en ont remporté 14, soit presque la moitié de la députation régionale. Le NPD, pour sa part, effectuait une tournée victorieuse dans sept comtés, soit cinq en Nouvelle-Écosse, y compris dans le fief de son chef, Alexa McDonough, et deux au Nouveau-Brunswick.

Des ministériels de premier rang ont été balayés sous la poussée des conservateurs et du Nouveau Parti démocratique. La remontée des conservateurs dans cette région leur assurait, à elle seule, la reconnaissance comme parti politique officiel à Ottawa, où la barre est fixée à 11 comtés.

Il était toutefois impossible, à partir des informations disponibles au moment d'aller sous presse, de conclure que la percée conservatrice dans les Maritimes constituait un avant-goût de vague ailleurs au Canada.

Les principales victimes de ce vote de protestation, fortement attisé par la paralysie des pêches et la politique libérale de sécurité sociale, sont les ministres de la Santé, David Dingwall, de la Nouvelle-Écosse, qu'on disait l'homme fort de la région puisqu'il y contrôlait les dossiers stratégiques pour la machine électorale lorsqu'il était ministre des Travaux publics.

Son collègue de la Défense, Doug Young, a aussi mordu la poussière au Nouveau-Brunswick. Plus chanceux, le ministre fédéral des Pêches et Océans, Fred Milfin, a réussi à survivre de justesse à Terre-Neuve à la vague de mécontentement qui a failli, à certains moments, faire basculer son comté aux mains de son adversaire du NPD. Son collègue des Anciens combattants, Lawrence MacAulay, s'en tirait également à l'Île-du-Prince-Édouard, un fief qui est demeuré libéral mur à mur.

Un des principaux faits saillants de la soirée est sans contredit l'élection haut la main de la chef du NPD, Alexa McDonough, dans le comté de Halifax. Elle y a défait la libérale Mary Clancy et l'ancien ministre conservateur Terry Donahoe. Quatre autres collègues de Nouvelle-Écosse assuraient en tout cinq sièges à son parti dans cette province, soit presque un nez à nez avec les conservateurs, qui ont effectué là aussi une importante remontée avec six gains.



Les libéraux ont enregistré des pertes douloureuses aux mains du NPD dans la région atlantique. Ainsi, Doug Young (photo du haut) a été battu par Yvon Godin tandis que David Dingwall a cédé son siège à Michelle Dockrill.

Le NPD a réussi une autre percée au Nouveau-Brunswick, dans les comtés de Beauséjour-Petitcodiac et Acadie-Bathurst.

Les libéraux ont été pour leur part littéralement éliminés de la Nouvelle-Écosse où ils ne détiennent plus un seul siège.

Ils demeurent toutefois maîtres des quatre comtés de l'Île-du-Prince-Édouard. À Terre-Neuve, les libéraux ont conservé quatre comtés sur sept, les trois pertes ayant été subies aux mains des conservateurs.

Le NPD a mis l'accent au cours de cette campagne sur les compressions effectuées par le gouvernement Chrétien dans les programmes d'assurance-chômage et les dépenses fédérales dans les provinces maritimes.

Les conservateurs ont eux aussi attisé l'insatisfaction créée par le chômage engendré par l'effondrement des pêcheries dans la région ainsi que par le chômage chronique qui y sévit.

Les fortes compressions fédérales, qui ont rallié la haute finance ontarienne, ont ici eu un effet radicalement inverse sur l'économie et la popularité des libéraux.



Alexa McDonough entreprenait une journée fructueuse pour son parti.

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

L'Ontario reste aux mains du Parti libéral dans un vaste balayage. La plus peuplée province du Canada a clairement choisi de demeurer dans le giron libéral, lui permettant de rafler 100 des 103 sièges.

Ni les réformistes ni les conservateurs n'ont réussi à faire la percée à laquelle ils ont travaillé. Pour le Parti progressiste-conservateur et le Parti réformiste, il s'agissait d'une lutte cruciale, l'un désirant retrouver un statut de parti national, l'autre, cantonné dans son image de parti régional, souhaitant s'en débarrasser.

Les deux partis de droite ont dû se contenter d'un siège chacun. Même le candidat vedette du Parti conservateur, le général Lewis MacKenzie, a mordu la poussière. Un troisième siège est allé à l'indépendant John Nunziata dans York-Sud-Ouest. M. Nunziata avait été élu en 1993 sous la bannière libérale avant d'être expulsé du parti pour avoir voté contre le budget.

Tout comme au scrutin de 1993, les libéraux se sont assurés d'une majorité grâce à l'appui des Ontariens. Les libéraux avaient alors remporté 98 sièges sur 99, et le Parti réformiste en avait obtenu un.

Hier, les vedettes du Parti libéral du Canada ont toutes remporté une victoire dans leurs comtés respectifs. Herb Gray, dans Windsor-Ouest, a

gagné une nouvelle bataille électorale. Au déclenchement des élections, M. Gray occupait le poste de Solliciteur général du Canada, en plus d'être leader du gouvernement à la Chambre des communes.

La vice-première ministre et ministre responsable du Patrimoine canadien, Sheila Copps, a été réélue dans son comté de Hamilton-Est. Il s'agit pour elle de la troisième campagne électorale en trois ans et demi. Hantée par sa promesse concernant l'abolition de la TPS, Mme Copps avait démissionné et joué son «intégrité» lors d'une élection partielle en juin 1996. Dès sa réélection, Sheila Copps avait réintégré le cabinet ministériel. Mme Copps est en politique fédérale depuis 1984.

Le même scénario s'est dessiné dans Etobicoke-Centre où se présentait Allan Rock. Ce dernier était ministre de la Justice au moment du déclenchement des élections.

Du côté d'Arthur Eggleton, le ministre du Commerce international, les électeurs du comté de York-Sud-West ont renouvelé leur appui aux libéraux. Avant de se lancer sur la scène fédérale, M. Eggleton avait été maire de Toronto.

Sudbury a de nouveau choisi de faire confiance à Diane Marleau, qui a été ministre de la Santé avant d'être écartée lors d'un remaniement. Bob Kilger, dans Stormont-Dundas, a enregistré une victoire pour le Parti libéral.

Un quasi balayage

L'Ontario donne la victoire à Chrétien

Réformistes et conservateurs ne réussissent pas de percée significative

David Collenette, le seul ministre de l'équipe de Jean Chrétien à avoir été chassé du cabinet au cours du mandat libéral, représentera encore les électeurs de Don Valley-Est. M. Collenette avait été écarté en octobre dernier après avoir enfreint les règles de conduite ministérielle en intercedant auprès de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié en faveur d'une électrice de sa circonscription.

Dans Sault-Sainte-Marie, le ministre libéral Ron Irwin a été réélu. M. Irwin avait la responsabilité des Affaires indiennes et du Nord canadien au sein du conseil des ministres.

Dans Nipissing, le libéral Bob Wood l'a remporté. Stan Dromisky, du Parti libéral, a été élu dans Thunder Bay-Attikokan, de même que son collègue Jim Peterson (le frère de l'ancien premier ministre libéral de l'Ontario, David Peterson) dans Willowdale.

Tout au long de la campagne électorale, la bataille en Ontario apparaissait en être une de la droite, entre conservateurs et réformistes. La division de ce vote a d'ailleurs permis aux libéraux de se faufiler.

Preston Manning a bien tenté de faire une percée en Ontario pour démontrer que le Parti réformiste n'est pas qu'un parti de l'Ouest canadien. Des gains auraient permis aux réformistes de s'affirmer comme parti national.

Un appui des électeurs ontariens aurait permis aux réformistes d'acquiescer une nouvelle crédibilité, délaissant

l'image négative d'un parti de protestation.

Jean Charest a lui aussi livré une dure bataille en territoire ontarien. Impitoyablement, il s'est attaqué à Preston Manning, qu'il a accusé d'être intolérant et sectaire. «Il est clairement anti-Québec et anti-francophones», a martelé M. Charest au cours de la campagne. Le chef conservateur s'est présenté comme un fervent Canadien opposé aux forces de division que sont le Bloc et le Parti réformiste.

Malgré une ascension rapide dans les appuis exprimés par les électeurs dans les sondages et bien qu'il ait été identifié comme le grand gagnant des débats télévisés, il semble que M. Charest n'ait pas réussi à convaincre les Ontariens. Il est vrai que les conservateurs ont entraîné comme un boulet les années Mulrony.

Le chef conservateur aura pourtant mis toute son énergie des trois dernières années à rebâtir un parti en déroute. Après deux mandats au pouvoir, le Parti conservateur avait carrément été écarté du pays aux élections de 1993. Deux députés seulement, dont Jean Charest, se sont retrouvés à la Chambre des communes; les conservateurs avaient ainsi perdu le titre de parti officiel, qui nécessite un minimum de 12 sièges. Devenu chef du Parti progressiste-conservateur quelques mois après l'écrasante défaite, Jean Charest a ratissé l'ensemble du Canada.

L'Ouest vote en bloc pour les réformistes

LE DEVOIR

L'Ouest canadien a voté en bloc pour le Parti réformiste, hier. En consolidant son emprise sur la Colombie-Britannique et l'Alberta, le parti de Preston Manning a pu ravir le statut d'opposition officielle au Bloc québécois.

Fort d'au moins 55 sièges, le Parti réformiste a récolté le vote de droite dans tout l'Ouest du pays, au détriment du Parti conservateur qui a fait piètre figure dans cette région.

Les Réformistes ont à nouveau balayé l'Alberta en raflant 24 sièges. Les libéraux avaient obtenu quatre sièges en 1993. Ils devront désormais se contenter de deux sièges. Seuls la ministre de l'Énergie Anne McClellan et David Gilmour ont survécu à la vague réformiste.

En Colombie-Britannique, les Réformistes ont obtenu près de 50 % de la faveur populaire, ce qui leur assure plus de 20 sièges, devançant les libéraux et les néo-démocrates. Les conservateurs de Jean Charest sont demeurés loin derrière. Le ministre des Transports, David Anderson, a été réélu. Les députés néo-démocrates



Le parti de Preston Manning a solidifié son assise régionale.

Svend Robinson et Nelson Riis ont été réélus. Les libéraux croyaient pour y faire élire une dizaine de députés. Ils ont mordu la poussière.

La critique à la Justice réformiste, Ted White, a défait le libéral Warren Kinsella.

Au Manitoba, où le maintien de la date des élections générales au 2 juin avait blessé bien des victimes des inondations de mai, les libéraux ont perdu la moitié de leurs sièges. Au moment de mettre sous presse, six libéraux et quatre néo-démocrates étaient élus au Manitoba, ainsi que trois réformistes et un conservateur. Dans Churchill, le libéral Elijah Harper a perdu aux mains du néo-démocrate Bev Dejarlais.

En Saskatchewan, les Réformistes ont fait élire huit députés, contre quatre néo-démocrates et un libéral.

En résumé, dans les Prairies, les libéraux ont perdu beaucoup de terrain au profit des néo-démocrates au Manitoba et des Réformistes en Saskatchewan et en Alberta. Les ministres libéraux les plus influents, dont le ministre des Affaires étrangères Lloyd Axworthy et le ministre de l'Agriculture Ralph Goodale, ont su résister à la poussée du Parti réformiste. Mais la plupart des autres libéraux ont écopé.

TOULCH

OPTOMÉTRISTES

Des lunettes pour être vu



PAUL SMITH
SPECTACLES
OLIVER PEOPLES

4129, rue Saint-Denis
Montréal
849-0559

4021, boul. Saint-Laurent
Montréal
849-1433

1327, av. Greene
Westmount
937-0446



NOUVEAUTÉ

FIGURES BIBLIQUES
Des patriarches aux prophètes

Guérin littérature
178 pages, 14,50 \$

Naim Kattan

Dans un style sobre qui n'empêche ni la documentation historique ni le lyrisme poétique, Naim Kattan nous propose une lecture simple, directe et engagée des textes qui fondent notre civilisation et qui nourrissent notre imaginaire.

Né à Bagdad en 1928, Naim Kattan a émigré au Canada en 1954 après avoir fait des études de droit à Bagdad et de lettres à la Sorbonne, à Paris. Il a fondé le *Bulletin du Cercle Juif* en 1954 et en fut le directeur jusqu'en 1967. Critique littéraire au *Devoir*, il a participé à de nombreuses émissions à la radio et à la télévision et collaboré à des journaux et périodiques au Canada et dans plusieurs autres pays. Il fut, pendant vingt-cinq ans, chef du Service des lettres et de l'édition, puis directeur associé du Conseil des Arts du Canada. Il est professeur associé au département d'études littéraires de l'UQAM.

Il est l'auteur de nombreux ouvrages: essais, romans, nouvelles, théâtre. Naim Kattan est membre de l'Académie des lettres du Québec et de la Société royale du Canada.

GUÉRIN, éditeur Ltée
4501, rue Drolet
Montréal (Québec) H2T 2G2
Téléphone: (514) 842-3481
Télécopieur: (514) 842-4923

Adr. Internet: <http://www.guerin.qc.ca>

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

École montréalaise

La coalition a enfin pu rencontrer Bouchard

CAROLINE MONTPETIT
LE DEVOIR

La Coalition pour l'école montréalaise, qui regroupe l'administration de la Commission des écoles catholiques de Montréal, l'Alliance des professeurs de Montréal, le commissaire indépendant Roger Dominguez et des représentants des syndicats et d'associations professionnelles de la CECM, rencontrait hier le premier ministre du Québec, Lucien Bouchard, et la ministre de l'Éducation, Pauline Marois. La coalition demandait ce rendez-vous depuis plusieurs semaines pour faire part au gouvernement de ses revendications en ce qui a trait au budget de la CECM et au découpage de la carte des commissions scolaires linguistiques.

Le président de la CECM, Michel Pallascio, a dit qu'il jugeait important de sensibiliser le premier ministre à la question de l'école montréalaise.

La CECM espère en effet que l'argent promis par Québec pour l'école montréalaise soit réinvesti dans les programmes existants de la commission scolaire. C'est que la CECM a dû retrancher 19,3 millions de dollars nets de son budget d'exploitation de l'an prochain. Or, Québec a promis de réinjecter 30 millions dont sept millions iraient plus spécifiquement à la CECM, selon les calculs de M. Pallascio.

Et en attendant de savoir où cet argent sera investi, la commission scolaire doit mettre à pied du personnel, soit dans les programmes par l'opération Renouveau, qui s'adresse aux élèves de milieux défavorisés, dans les programmes de prévention de la violence, appelés «Encadrement et discipline», dans le programme de brigadiers adultes dans les autobus, au sein des services d'alimentation de la commission scolaire, qui permettent aux enfants de manger à prix modique, ou dans les services de liaison avec la communauté.

La coalition tenait également à réclamer que soient créées seulement deux des trois commissions scolaires francophones projetées sur l'île de Montréal. Selon M. Pallascio, la nouvelle carte scolaire prévoit par exemple que des enfants fréquentant aujourd'hui des écoles de l'arrondissement Parc-Extension-Villeray soient envoyés à la commission scolaire francophone de l'ouest de l'île. On se sépare aussi Rosemont en deux, on retranche à Saint-Michel une partie de sa population, etc.

Ce découpage, dit-il, ne tient pas compte de l'expertise développée dans chaque quartier, par exemple au plan de l'intégration des immigrants, ni de la consultation qui s'effectuait entre chaque école ou entre écoles et organismes communautaires. «On charcuté des conseils d'arrondissement», se plaint M. Pallascio. M. Pallascio dit avoir l'appui de tous les éléments montréalais en question dans ce dossier. À la suite de la rencontre d'hier, M. Pallascio a dit que la ministre Marois s'était montrée «très ouverte» à ces propositions.

EN BREF

Santé: non à la privatisation de services

(Le Devoir) — Selon le président de la FTQ, la privatisation de services auxiliaires de santé envisagée par le ministre Jean Rochon entraînera «une baisse de la qualité des services prodigués aux bénéficiaires». M. Godbout revient, dans un communiqué émis hier, sur le fait que les services alimentaires, les buanderies et les laboratoires ne sont envisagés par le ministre Rochon que sous un angle de performance et de gains budgétaires. Ce ministre agit en vue d'un «partenariat avec l'entreprise privée», déplore le chef syndical qui indique que les services en question ne sont pas secondaires, mais essentiels. M. Rochon a demandé à toutes les Régies régionales de lui soumettre, d'ici au 30 juin, un «plan de modernisation des services auxiliaires» dont se méfie grandement la FTQ qui, de plus, lançait hier un guide d'intervention syndical intitulé: *Bien nourrir, c'est aussi soigner*. Cette centrale représente environ 45 000 syndiqués du secteur de la santé, par l'entremise du Syndicat canadien de la fonction publique et du Syndicat québécois des employés de service.

Montfort: nouveau regroupement

Ottawa (PC) — Un nouveau regroupement de francophones hors Québec a dénoncé la recommandation de fermer l'hôpital Montfort. À peine constitué, le nouveau Regroupement national francophone des professionnels de la santé et des services sociaux du Canada a adopté à l'unanimité une motion demandant «le maintien et l'intégrité du seul hôpital universitaire francophone à l'ouest du Québec». «L'un des objectifs de notre regroupement est de renforcer une vision du Canada où le peuple fondateur francophone a sa place», a déclaré la présidente de ce nouveau regroupement, Diane Plante. «La fermeture de Montfort ne peut que miner les efforts d'unité de tous ceux et celles qui cherchent à promouvoir un Canada respectueux de ses minorités», a-t-elle ajouté. L'initiative de créer un regroupement national de la santé et des services sociaux est venue du Regroupement des intervenantes et intervenants francophones en santé et services sociaux de l'Ontario (RIFSSSO), fondé en 1990. Le but de ce nouvel organisme est de tisser des liens plus étroits entre les professionnels francophones des provinces hors Québec tout en maintenant des liens solides déjà établis avec leurs homologues québécois et ceux du RIFSSSO.

Richler remet ça

(PC) — Mordecai Richler remet ça. L'auteur montréalais s'en est de nouveau pris à la législation linguistique du Québec, dimanche, dans les pages du *New York Times*. «Si Québec resserre davantage ses lois linguistiques, je devrai peut-être écrire mes nouvelles avec des mots deux fois plus petits que [ceux en] français afin de pas me mettre à dos nos policiers linguistiques», a-t-il écrit dans le cahier littéraire du grand quotidien new-yorkais. M. Richler a de plus tourné en dérision un client d'une animalerie s'étant plaint d'un perroquet ne parlant que l'anglais. Il a également critiqué le retrait de panneaux en anglais d'un hôpital de Sherbrooke et la suggestion de les remplacer par des pictogrammes, à l'intention des personnes âgées anglophones. «Naturellement, la communauté anglophone, romchonneuse, s'est indignée. Ils ont traité le ministre de la Santé de rustre, mais j'ai estimé son compromis ingénieux.»

Chirurgie cardiaque

Rochon n'injectera pas un sou de plus

Le problème des listes d'attente a été largement exagéré, selon Rochon

FRANÇOIS NORMAND
LE DEVOIR

Malgré les importants délais d'attente en chirurgie cardiaque dans certains hôpitaux de la province, particulièrement à Montréal, aucune ressource humaine et financière supplémentaire ne sera injectée dans le système de santé pour régler ce problème qui inquiète de plus en plus de patients et de cardiologues.

Hier, en conférence de presse, le ministre de la Santé, Jean Rochon, graphiques et chiffres à l'appui, a déclaré que les délais moyens d'attente pour une chirurgie cardiaque sont plutôt stables ou à la baisse dans la région de Montréal, sauf au pavillon Notre-Dame du CHUM (Centre hospitalier de l'Université de Montréal). À cet endroit, a-t-il dit, les délais d'attente se sont allongés en raison du manque d'anesthésistes.

À la suite d'un article paru dans *Le Journal de Montréal* jeudi dernier, rapportant le cas de patients en attente depuis des semaines pour une chirurgie cardiaque, le ministre Rochon a subi les foudres du chef de l'opposition, Daniel Johnson. En Chambre, le ministre a expliqué que ces problèmes d'attente étaient dus à un manque d'anesthésistes. Explication que l'Association des anesthésistes du Québec a rejetée du revers de la main, affirmant que le gonflement des listes d'attente est attribuable au manque d'argent et non à un manque d'anesthésistes.

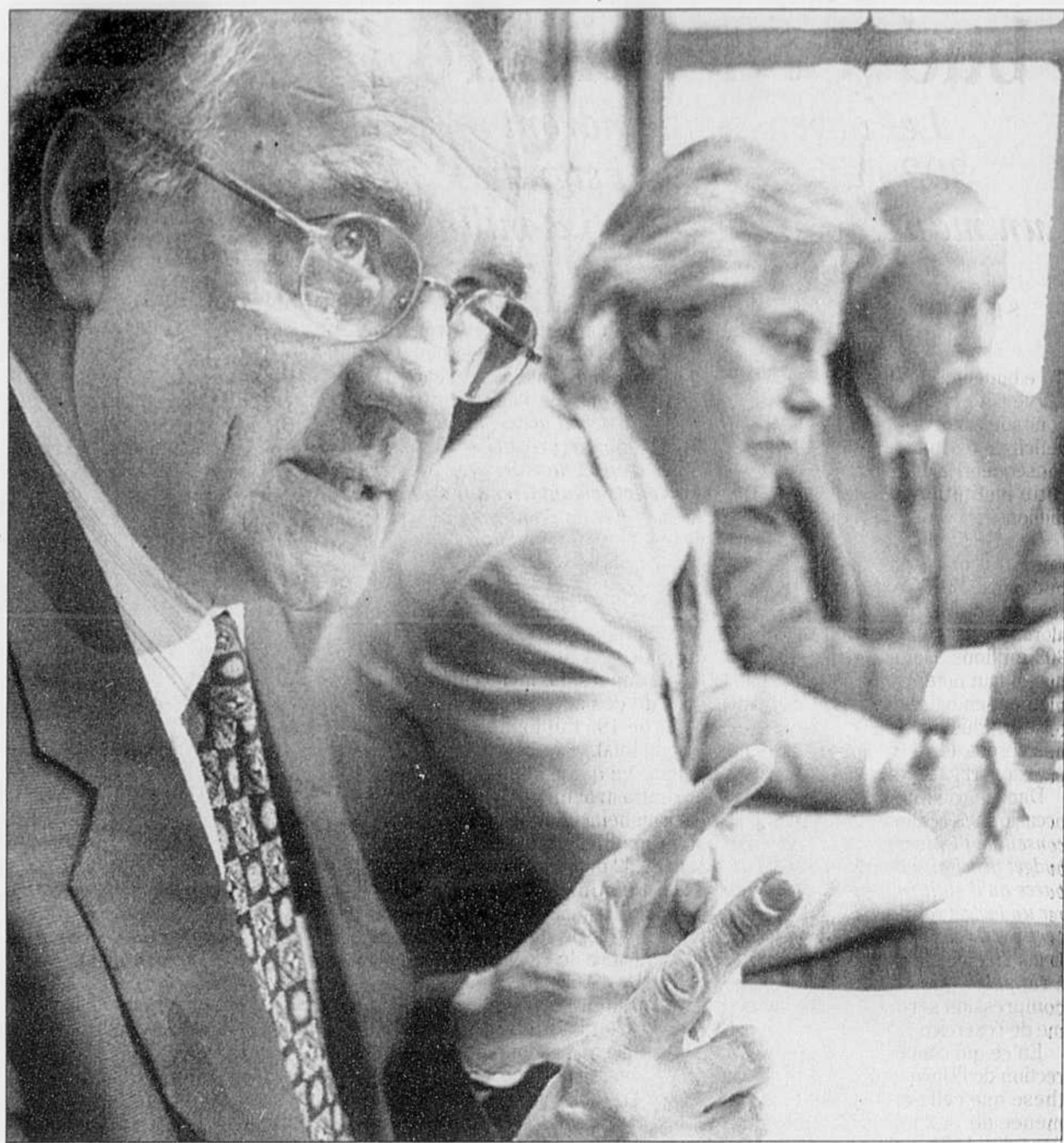
Tout va bien dans le meilleur des mondes

Selon le ministre Rochon, le problème des délais d'attente en chirurgie cardiaque a été largement exagéré par les médias. «La situation s'améliore, au contraire», a-t-il dit. Au Québec, en juin 1996, le délai d'attente moyen pour une chirurgie cardiaque était de 5,9 mois. Le 1^{er} février dernier, ce délai était de 3,7 mois. Pour la même période, le nombre total de cas en attente est passé de 896 à 745. Dans le rapport présenté hier par le ministre, on peut lire qu'«il est généralement accepté que les patients inscrits sur [une] liste d'attente devraient idéalement subir leur intervention chirurgicale à l'intérieur d'un délai de trois à six mois».

Pour la région de Montréal-Centre, le nombre de personnes en attente est passé de 514 à 409 pour la même période. Pendant ce temps, la durée d'attente est passée de 5,7 à 3,4 mois. Le 29 mai dernier, il y avait 451 personnes en attente d'une chirurgie cardiaque à Montréal, soit une augmentation de 42 cas, dont 28 au pavillon Notre-Dame du CHUM où, reconnaît le ministre Rochon, il y a un problème.

À court terme, pour corriger la situation au CHUM, le ministre propose:

- de recruter des anesthésistes avec la collaboration de l'Association des anesthésistes, la Régie régionale de la santé et l'Université de Montréal;
- d'assurer une meilleure coordination des activités entre les trois pavillons du CHUM, c'est-à-dire la mise en place à brève échéance de départements intégrés pour les trois sites;
- de mettre en place une gestion régionale de la liste d'attente.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le ministre de la Santé, Jean Rochon, aux côtés du directeur général de la Régie régionale de Montréal-Centre, Marcel Villeneuve.

rente en chirurgie cardiaque. En d'autres termes, que la Régie régionale de Montréal-Centre assume le suivi et que cette information soit rendue disponible pour les patients et leurs médecins.

Enfin, à long terme, le ministre propose que le ministère de la Santé et des Services sociaux effectue un suivi hebdomadaire de la situation des attentes en chirurgie cardiaque jusqu'à ce qu'elle soit stabilisée.

La déréglementation en environnement

Les intentions de Québec inquiètent les professionnels

LOUIS-GILLES FRANÇEUR
LE DEVOIR

Le projet de «délégation» et de déréglementation en matière d'environnement constitue un «signe inquiétant» que le gouvernement se désintéresse de l'environnement et d'une approche préventive dans ce domaine.

C'est ce qu'a déclaré Pierre Sirois, président de l'Association professionnelle des ingénieurs et professionnels du gouvernement du Québec (APIQG) en réaction à la divulgation dans *Le Devoir* la semaine dernière des grandes lignes du projet en préparation au ministère de l'Environnement et de la Faune (MEF). Le titulaire du ministère, David Cliche, doit en principe déposer en juin un projet de loi en vue d'amender la Loi québécoise de l'environnement en vue de son adoption au cours de l'automne.

«Ce projet, qui modifie les règles les plus fondamentales de la loi, nous inquiète énormément», explique M. Sirois. Le gouvernement veut favoriser ainsi l'économie: mais son approche révèle qu'il perçoit l'environnement et les processus de contrôle comme autant d'embûches et de barrières. C'est une erreur importante, dont le Québec devra tôt ou tard payer le prix, un prix environnemental et aussi, un prix économique très élevé.»

Le président des professionnels gouvernementaux rappelle que des sondages récents ont montré que les chefs d'entreprises investissent en environnement lorsqu'ils sont obligés par règlement. À peu près jamais lorsqu'ils ont le choix en vertu de programmes volontaires ou d'autocontrôle. La philosophie gouvernementale pourrait même frapper l'industrie environnementale québécoise, prédit-il.

«Il est pourtant possible d'alléger et de simplifier des procédures, souvent complexes et longues, mais sans sacrifier l'essentiel, soit l'existence d'un vrai contrôle, indépendant et systématique», ajoute M. Sirois. Par exemple, le gouvernement

peut et doit facturer aux promoteurs de projets le prix exact et complet de l'examen de leurs projets par les professionnels gouvernementaux. C'est conforme au principe du pollueur-payeur. S'il instituait un système de tarification approprié, le gouvernement ne serait pas obligé de faire sauter les contrôles préventifs actuels au profit d'un autocontrôle, pour lequel personne n'est vraiment prêt au Québec. De la même façon, on pourrait exiger que le monde municipal soumette ses plans quinquennaux de développement pour les égouts et aqueducs au lieu de faire ça à la pièce, tuyau par tuyau, ce qui est vraiment trop lourd. Mais de là à faire disparaître tous les contrôles au profit d'attestations de la part des professionnels à l'origine des plans et des projets, il y a une marge.»

M. Sirois estime que «l'attestation de conformité aux normes gouvernementales par les professionnels des promoteurs n'offre pas les garanties d'un examen préalable des projets par le gouvernement et ses spécialistes dans une optique de prévention des dégâts environnementaux», ajoute M. Sirois. Les deux groupes de professionnels ont des approches fondamentalement différentes, dit-il, qui donnent dans les faits des résultats fort différents, le long terme et l'intérêt public n'étant pas la priorité des professionnels embauchés par les promoteurs, même s'ils en tiennent compte.

Ce dernier insiste d'autre part sur le fait que les commissions Nicolet et Doyon proposent d'aller exactement en sens inverse des priorités gouvernementales qui se dégagent du projet de déréglementation et de «délégation».

M. Sirois note ainsi que la commission Doyon jugeait impératif d'améliorer la participation du public même sur les projets soumis à l'examen des seuls fonctionnaires et que le ministre Cliche avait promis de couler dans le béton législatif. La commission Nicolet, ajoute M. Sirois, a réclamé des contrôles accrus sur les projets de barrage, un cadre législatif plus fort et même une révision préventive des plans de gestion tous les cinq ans.

Protection des rivières

Des organismes se plaignent de l'ingérence des CRE

LOUIS-GILLES FRANÇEUR
LE DEVOIR

Mécontents de «l'opportunisme» qu'ils perçoivent chez certains Conseils régionaux de l'environnement (CRE), plusieurs organismes québécois qui œuvrent à la restauration et à la protection des rivières ont adressé à leur parrain, le ministre québécois de l'Environnement et de la Faune (MEF), David Cliche, une plainte contre ce qu'ils qualifient d'«ingérence» dans leurs affaires.

Au cœur du litige: les budgets de restauration des rivières que certains CRE sont accusés de vouloir détourner dans leurs coffres pour amortir les compressions que le MEF entend leur imposer.

Le Réseau des organismes de rivières stigmatise en réalité de la même chose qui touche, depuis deux ans, d'autres grands groupes environnementaux, qui se plai-

gent de la décision du MEF de leur avoir coupé les vivres au profit des CRE, des organismes à couleur environnementale qui seraient dans plusieurs cas des regroupements majoritaires d'institutions et de sociétés de toute sorte, sauf de véritables groupes environnementaux.

Jamais, jusqu'ici, la grogne qui sévit en sourdine contre les CRE, qualifiés de «création des fonctionnaires et du ministre» pour affaiblir un milieu jugé trop critique, n'avait explosé en public. Les organismes de rivière, qui cassent la glace les premiers sur cette question, tiennent cependant un discours similaire.

Les organismes de rivière ont été créés par des gens de différents milieux, qui ont à cœur la protection de leurs cours d'eau. On leur doit des formules innovatrices de protection des ressources aquatiques. Et ils ont été un lieu de concertation sans précédent, que les CRE tenteraient de vampiriser aujourd'hui, formules et budgets compris.

Bouchard à la Conférence de Newport

Les projets d'Hydro à l'ordre du jour

MICHEL HÉBERT
PRESSE CANADIENNE

Québec — Lucien Bouchard lancera aujourd'hui et demain à Newport, au Rhode Island, les sessions de travail de la Conférence annuelle des gouverneurs et des premiers ministres de l'est du Canada et des États-Unis, qui porteront sur la croissance économique et la déréglementation des marchés énergétiques.

En compagnie du président d'Hydro-Québec, André Caillé, le premier ministre tentera de vendre aux Américains les mégaprojets d'expansion que caresse l'ex-patron de Gaz Métropolitain.

Ce sera le troisième voyage de Lucien Bouchard aux États-Unis en deux ans et, à moins d'un faux pas, il n'y sera pas question de souveraineté.

Pas de référendum à l'horizon, pas d'élections avant deux ans: il ne sera donc pas nécessaire cette fois de calmer les investisseurs de New York et les gouverneurs de l'Est américain comme Lucien Bouchard avait dû le faire en juin 1996.

Lors de la visite du premier ministre à Rockport en avril dernier, le sénateur du Maine, Mark Lawrence, avait d'ailleurs affirmé que les affaires resteraient les affaires, peu importe le choix politique des Québécois.

Créée en 1973, cette conférence est un forum d'envergure où l'économie domine généralement les débats. L'édition 1997 de cette conférence ne devrait pas faire mentir cette tradition, les thèmes majeurs étant la croissance économique et la déréglementation de l'énergie.

Décidé à accroître la part du marché que détient Hydro-Québec dans l'est des États-Unis, le président de la société d'État et ex-grand patron de Gaz Métropolitain, André Caillé, participera aux sessions consacrées à la déréglementation de la vente et du transport d'électricité et au projet gazier de l'île de Sable, en Nouvelle-Écosse.

Selon Serge Bourdon, porte-parole du réseau des organismes de rivière, certains CRE tentent de «s'improviser coordonnateurs d'activités sur certaines rivières. En agissant de la sorte, ils entrent en conflit avec les activités d'organismes en place, ce qui risque d'entraîner des conséquences fâcheuses dans certaines régions. Dans d'autres, les CRE se sont improvisés gestionnaires de la planification du territoire. Ils ont même eu l'audace de proposer l'abandon de certains projets planifiés depuis de nombreuses années par le milieu.»

Ce piratage des projets et des fonds risque d'avoir des «répercussions importantes sur la survie potentielle de groupes en place», ajoute M. Bourdon. Pourtant, les CRE, reconnus par le MEF, bénéficient d'une enveloppe annuelle d'un million de dollars, ce qui en ferait des «privilegiés», maintenant, des concurrents, une attitude qualifiée d'«opportuniste» à laquelle le ministre Cliche est invité à mettre un frein vu qu'il s'agit de ses poulaillers.

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

Les lions interdits



TOM BURTON ASSOCIATED PRESS

CES DEUX LIONS à têtes frisées font partie d'une exposition présentée au Musée d'art d'Orlando, en Floride. Les statues trônaient jadis aux portes de la Cité interdite, en Chine.

EN BREF

Retraités: Québec dit non

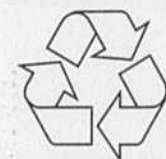
Québec (PC) — Le gouvernement du Québec rejette les prétentions de ses retraités qui estiment avoir droit aux surplus actuariels des régimes de retraite des salariés des secteurs public et parapublic. Le président du Conseil du trésor, Jacques Léonard, affirme que l'utilisation de ces surplus pour financer le programme de mise à la retraite de 15 000 de ses employés est tout à fait légitime. M. Léonard soutient que les droits des retraités ne sont pas lésés. Il plaide par ailleurs que le programme a fait l'objet d'une entente avec les syndicats. Les 13 000 retraités du gouvernement songent à s'adresser aux tribunaux pour réclamer leur part des surplus des régimes de retraite. Ils imiteraient les retraités d'Hydro-Québec qui ont déposé une requête pour entreprendre un recours collectif contre leur ancien employeur. Ils réclament près de 50 millions à la société d'Etat.

Médecin sous enquête

Halifax (PC) — Un comité d'experts entamera dans deux semaines une enquête relative au décès mystérieux d'un patient dans un hôpital, ce qui avait entraîné des accusations de meurtre au premier degré contre son médecin traitant. Le comité formé de cinq personnes a été formé hier et devrait remettre son rapport d'ici la fin juillet. Le comité passera au crible «la manière dont ce dossier a été traité». Il devra examiner notamment à quel moment les autorités de l'hôpital ont pris connaissance de l'incident, énumérer quelles mesures ont été prises, le cas échéant, et dire dans quelles circonstances l'incident a été — ou non — rapporté aux autorités, a expliqué Don Schurman, directeur de l'hôpital Queen Elizabeth II, le centre hospitalier le plus important des provinces maritimes. Le patient en question, Paul Mills, âgé de 65 ans, de Moncton, était atteint du cancer. Il est décédé le 10 novembre alors qu'il était entre les mains du Dr Nancy Morrison. Cette dernière a été accusée de meurtre le 7 mai dernier, mais son avocat soutient qu'elle est innocente.

Hibernia: des retards

Saint John's, T.-N. (PC) — Des vents violents atteignant dix nœuds et des vagues de 1,5 m ont rendu impossible pour une cinquième journée d'affilée l'installation de la plate-forme Hibernia. Les autorités attendent donc des cieux plus éléments pour installer dans l'Atlantique de façon permanente la plate-forme pétrolière, construite au coût de 5,8 milliards de dollars. Il ne reste plus à cette plate-forme que dix kilomètres à parcourir avant de compléter son trajet de 315 kilomètres qui l'amènera dans les Grands Bancs de Terre-Neuve. La plate-forme flottante est tirée par six bateaux-remorques. Cette délicate opération de remorquage coûte 800 000 \$ par jour, mais il n'est pas question pour autant d'accélérer le processus, a indiqué le responsable des travaux, Henk Van Zante. On croit pouvoir commencer à forer dès le 15 août et à extraire du pétrole à compter du mois de décembre.



S.V.P. Assurez-vous que ce papier journal soit recyclé.

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333.

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Sur Internet devoir@cam.org
Pour l'agenda culturel (514) 985-3551

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et petites annonces

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 8h à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Québec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

PAYS La deuxième fois d'affilée que le Canada ressort d'une élection aussi divisée

SUITE DE LA PAGE 1

démonstration que les aspirations du Québec sont irrécyclables avec l'évolution du Canada. Aucun parti fédéraliste n'a démontré sa capacité à renouveler le fédéralisme canadien, a-t-il dit à ses partisans réunis au Spectrum de Montréal. Il ne reste qu'une voie pour le Québec, a-t-il dit: la souveraineté.

Les circonscriptions perdues par le Bloc sont allées pour moitié aux libéraux, qui ont fait élire 25 candidats au lieu de 19, et pour moitié au Parti conservateur, qui reprend cinq sièges. Jean Chrétien a été réélu pour la dixième fois dans Saint-Maurice où Yves Duhaime le talonnait sous la bannière du Bloc. Jean Charest a connu le même sort dans Sherbrooke.

L'Ontario aux libéraux, le Québec en majorité au Bloc, l'Ouest à Preston Manning tandis que les Maritimes, par un vote de protestation contre les politiques sociales et économiques du gouvernement Chrétien, a infligé une dégelée

aux libéraux au profit du Parti progressiste-conservateur, qui y a fait élire 14 de ses 20 députés dans cette région.

Le Nouveau Parti démocratique a également profité du mécontentement exprimé dans les provinces de l'Atlantique en raflant sept sièges au Parti libéral, dont c'était le château fort. En 1993, le PLC avait fait élire 31 députés sur 32.

La remontée du NPD est un des événements marquants de l'élection. Avec une vingtaine de représentants aux Communes, les néo-démocrates dirigés par Alexa McDonough, élue dans Halifax, se feront les gardiens des programmes sociaux. En s'alliant aux bloquistes du Québec, ils feront contrepoids aux 62 députés de la droite réformiste.

Un député indépendant a été réélu, il s'agit de l'ancien libéral, candidat dans York-Sud-Ouest, John Nunziata. Ce dernier avait démissionné du caucus libéral pour protester contre la promesse rompue par le gouvernement Chrétien d'abolir la TPS.

C'est la première fois depuis la guerre que les libéraux réussissent à former un gouvernement majoritaire une deuxième fois de suite. Cependant, c'est aussi la deuxième fois d'affilée que le pays ressort d'une élection fédérale aussi divisée.

Au moment de mettre sous presse, hier soir, les résultats disponibles donnaient 155 sièges au Parti libéral sur 301, 60 au Parti réformiste, 44 au Bloc québécois, 21 au Nouveau Parti démocratique, 20 au Parti progressiste-conservateur et un indépendant.

La répartition du suffrage populaire est plus nuancée. Ainsi, les libéraux obtiennent l'appui de 39 % des électeurs à travers le pays contre 20 % aux conservateurs, 18 % aux réformistes et 11 % au NPD. Au Québec, le Bloc récolte 38 % du vote contre 36 % aux libéraux, 23 % au PC et 2 % au NPD.

En tout, 1673 candidats se sont disputé la faveur populaire dans 301 circonscriptions, six de plus qu'en 1993. 18 753 094 électeurs étaient inscrits sur les listes.

BLOC

SUITE DE LA PAGE 1

Le Parti conservateur a d'ailleurs réussi un de ses quatre gains dans cette région. À Chicoutimi, l'ancien député conservateur André Harvey sera de retour au Parlement après sa victoire aux dépens du bloquiste Gilbert Filion. Les autres gains du PC ont eu lieu en Estrie.

Pour sa part, le chef bloquiste, Gilles Duceppe, a tout de même prononcé un discours aux forts accents souverainistes, rappelant aux Québécois et aux Canadiens la véritable raison d'être de sa formation politique.

«Vous nous devez un pays, le Québec», a-t-il déclaré. De son côté, le vice-premier ministre et ministre des Finances québécois, Bernard Landry, ne croit pas que le fait que l'opposition officielle échappe aux souverainistes québécois soit une catastrophe en soi.

«Une majorité claire de députés québécois sont des souverainistes et feront leur travail dans le but de préparer la souveraineté du Québec.»

Cependant, les deux leaders fédéralistes, Jean Chrétien et Jean Charest, ont plutôt souligné le fait que les Québécois avaient voté en majorité, au pourcentage des voix, en faveur de leurs partis, récoltant un total de 59 % des voix.

Les chefs québécois de partis fédéraux, Jean Chrétien, Jean Charest et Gilles Duceppe ont tous été réélus dans leur circonscription respective, Saint-Maurice, Sherbrooke et Laurier-Sainte-Marie. Le premier ministre Chrétien a toutefois dû attendre très longtemps avant de voir sa victoire confirmée aux dépens du candidat à la direction du Bloc, Yves Duhaime.

Les libéraux ont, de leur côté, fait quelques gains au Québec. En Abitibi, Guy Saint-Julien a comblé une avance bloquiste de plus de 4000 voix creusée lors des dernières élections fédérales pour battre le bloquiste Jeannot Couture. En Beauce, le candidat du PLC, Claude Drouin, a su profiter de la victoire libérale récente à l'Assemblée nationale lors d'une élection partielle pour s'imposer. Il succédera au député indépendant, Gilles Bernier.

L'ancien député provincial, Yvon Charbonneau, a également été élu pour le PLC dans Anjou-Rivières-des-Prairies. De même, Denis Coderre a battu le bloquiste Osvaldo Nunez dans Bourassa.

En outre, plusieurs ministres de Jean Chrétien ont été réélus au Québec: le ministre des Finances Paul Martin, le président du Conseil du trésor Marcel Massé, le ministre du Travail Alfonso Gagliano, le responsable du dossier du Développement des ressources humaines Pierre Pettigrew et celui des Affaires intergouvernementales canadiennes Stéphane Dion.

Parmi les députés bloquistes réélus, le chef, Gilles Duceppe, pourra compter, entre autres, sur l'ancien chef, Michel Gauthier, ainsi que les Claude Bachand, Louis Plamondon, Stéphan Tremblay, Suzanne Tremblay, Daniel Turp, Francine Lalonde, Benoît Sauvageau et Pierre Brien.

Pour le politologue de l'ENAP (École nationale d'administration publique), Christian Dufour, les résultats de cette élection fédérale au Québec ne montrent pas de bouleversement majeur de la carte électorale. Selon lui, les 10 % de souverainistes mous ont délaissé le Bloc pour le Parti libéral et le Parti conservateur. «Le Bloc ne connaît pas de dégringolade. Il s'en tire très bien en occupant tout le territoire québécois.»

En fait, il ne trouve rien d'étonnant dans ces résultats. «C'est naturel que ça baisse. Il y a l'usure. Lucien Bouchard n'est plus là et les électeurs savent que le Bloc, c'est temporaire. Si on réalise la souveraineté, on sait que c'est au Québec que ça se fera.»

Par ailleurs, sur les résultats dans l'ensemble du pays, M. Dufour ne croit pas que la nouvelle opposition officielle, le Parti réformiste, représente véritablement une bonne chose pour le mouvement souverainiste au Québec.

«D'un côté, cela va inciter les Québécois à sortir plus que jamais du Canada. Certains Québécois vont décrocher, mais d'autres restent sincèrement attachés au Canada. Il y a un côté atavique à cela.»

En fait, le politologue de l'ENAP se dit pessimiste sur la politique canadienne dans son ensemble et son incapacité, selon lui, à reconnaître la nouvelle réalité des régionalismes.

«Le système politique canadien n'est pas capable d'intégrer le dynamisme des régions, d'intégrer les régionalismes de façon positive. Le rapatriement de la Constitution n'a pas été bon ni pour le Québec, ni pour le Canada en créant un sentiment anti-Québec et en encourageant une obsession pour l'égalité entre les provinces. C'est une destruction du système.»

Il différencie deux nationalismes, deux façons de défendre des intérêts. L'une qui passe de plus en plus par Ottawa, l'autre par Québec.

«Le nationalisme "canadien" est plus agressif que le nationalisme québécois. Les gens de l'ouest votent pour le Reform parce qu'ils ne se sentent pas assez représentés à Ottawa, tandis que l'appui des Québécois au Bloc est plus artificiel.»



JACQUES GRENIER LE DEVOIR
Lucienne Robillard et Pierre Pettigrew ont célébré la victoire libérale hier soir au quartier général du PLC à Montréal.

CHRÉTIEN

SUITE DE LA PAGE 1

primés, le laissant loin du «coup de circuit» annoncé lors de la dernière journée de la campagne.

«Le p'tit gars de Shawinigan», qui disait dimanche encore que le titre de député de Saint-Maurice était celui qu'il chérissait le plus, devra donc se livrer aussi à un bilan de sa difficile prestation locale. A chaud, celle-ci peut s'expliquer autant par la force de son rival Duhaime que par les problèmes économiques que connaît la Mauricie et l'insatisfaction à l'endroit du gouvernement libéral. Par un temps superbe, M. Chrétien s'était rendu voter à Grand-Mère peu après l'ouverture des bureaux de scrutin hier matin, et M. Duhaime l'a imité dans son village de Saint-Jean-des-Piles. Les deux hommes s'étaient évidemment dits confiants de l'emporter.

M. Chrétien a rappelé que c'était la première fois qu'il se présentait aux électeurs de Saint-Maurice en qualité de premier ministre, un titre — et le prestige qui l'accompagne — sur lequel il misait beaucoup pour obtenir un nouveau mandat. Il a cependant noté qu'une campagne menée à la tête du pays était plus difficile du fait des attaques concentrées des partis rivaux.

Il a aussi fait remarquer que les élections générales étaient d'autant plus «intéressantes» que les libéraux ten-

taient de décrocher un deuxième mandat majoritaire consécutif pour la première fois depuis le règne de Louis Saint-Laurent, dans les années 1950.

Et de nouveau, il a défendu la tenue d'un scrutin trois ans et demi seulement après le précédent, arguant que le nouveau gouvernement pourra profiter de l'été pour se préparer. Puis il a conclu que «c'est maintenant à la population de se prononcer» avant de se retirer à sa résidence secondaire pour y attendre le dévoilement des résultats.

Quant à M. Duhaime, il s'est dit «très confiant» de sa victoire dans Saint-Maurice. Il devait surtout compter sur un taux élevé de participation — une sortie en masse du vote souverainiste et nationaliste instable — pour espérer l'emporter.

Ce fut une étrange campagne dans ce comté. M. Duhaime y a passé tout son temps, ratissant villes et villages et dénonçant chaque fois qu'il en avait l'occasion, en des termes bien sentis, les propos du premier ministre — le «50 % plus un», par exemple — ou les manœuvres, douteuses selon lui, de l'organisation libérale.

A ces attaques, M. Chrétien a fait la sourde oreille. Au cours de la campagne, il s'est présenté trois fois dans Saint-Maurice et n'y a jamais même prononcé le nom de son adversaire.

Ne manquez pas notre cahier spécial

LE DEVOIR



bonne fête

Québec

publié le 21 juin prochain!

LE DEVOIR

LES SPORTS

État de la réserve collective de sang



Groupe sanguin

O- 47%

La Société canadienne de la Croix-Rouge Info-collecte: 527-1501

HOCKEY

BASEBALL

ÉLIMINATOIRES
Finale de la coupe Stanley (quatre de sept)
Samedi, 31 mai
Detroit 4 Philadelphie 2
(Detroit mène 1-0)
Aujourd'hui
Detroit à Philadelphie, 20h (CBC, SRC)
Jeudi, 5 juin
Philadelphie à Detroit, 20h (CBC, SRC)
Samedi, 7 juin
Philadelphie à Detroit, 20h (CBC, SRC)
Mardi, 10 juin
x-Detroit à Philadelphie, 20h (CBC, SRC)
Jeudi, 12 juin
x-Philadelphie à Detroit, 20h (CBC, SRC)
Samedi, 14 juin
x-Detroit à Philadelphie, 20h (CBC, SRC)
(x: si nécessaire)

LIGUE NATIONALE
Hier
San Francisco en Floride
Cincinnati à Philadelphie
Montréal à N.Y. Mets
San Diego 5 Atlanta 4
Cubs 3 Pittsburgh 2
Colorado à St. Louis
Houston 2 Los Angeles 0
Aujourd'hui
San Francisco en Floride, 13h35.
Colorado à St. Louis, 13h35.
Los Angeles à Houston, 13h35.
Pittsburgh à Cubs de Chicago, 14h20.
Cincinnati à Philadelphie, 19h35.
Montréal à N.Y. Mets, 19h40.
San Diego à Atlanta, 19h40.

LES MENEURS

B	P	Pts
Lindros, Phi	11	14
Sakic, Col	8	17
Lemieux, Col	13	10
Bretzky, NYR	8	14
LeClair, Phi	10	10
Brind'Amour, Phi	11	7
Forsberg, Col	5	12
Ozolinsh, Col	4	13
Fedorov, Det	6	9
Kariya, Ana	7	6
Shanahan, Det	6	7
Tikkanen, NYR	9	3
Larionov, Det	4	8
Messier, NYR	3	9

Section Est

G	P	Moy.	Diff
Atlanta	37	17	685
Floride	31	22	585
New York	31	23	574
Montréal	28	25	528
Philadelphie	19	35	352

Section Centrale

G	P	Moy.	Diff
Pittsburgh	27	27	500
Houston	26	29	473
St. Louis	24	29	453
Chicago	22	32	407
Cincinnati	20	35	364

Section Ouest

G	P	Moy.	Diff
San Francisco	31	22	585
Colorado	30	24	556
Los Angeles	27	26	509
San Diego	23	30	434



Sergi Bruguera explose de joie après avoir vaincu Michael Chang sur la terre battue de Roland-Garros.

Roland-Garros

Les chasseurs de tête récidivent

JEAN-CLAUDE CHAUVIERE
AGENCE FRANCE-PRESSE

Paris — Michael Chang (n° 2) et Marcelo Rios (n° 7) ont à leur tour quitté les Internationaux de France. Hier à Roland-Garros, l'Américain et le Chilien ont été battus respectivement par l'Espagnol Sergi Bruguera et le Marocain Hicham Arazi, ne laissant plus, pour les quarts de finale, que deux têtes de série en course.

Un Marocain, un Belge, un Brésilien encore qualifiés à ce stade de l'épreuve — du jamais vu sur la terre battue parisienne — ce qui va offrir des quarts de finale inédits: Magnus Norman c. Filip Dewulf, Evgueni Kafelnikov (n° 3) c. Gustavo Kuerten, Patrick Rafter c. Galo Blanco, Hicham Arazi c. Sergi Bruguera (n° 16).

Ce dernier, vainqueur du tournoi en 1993 et 1994, et tête de série n° 16, a donc éliminé l'Américain Michael Chang (n° 2), en quatre manches, 3-6, 6-4, 6-3, 6-4.

Vainqueur de quatre tournois cette année, Chang, qui demeure le plus jeune vainqueur de Roland-Garros après sa victoire à l'âge de 17 ans et 3 mois, en 1989, partait pourtant favori face à un adversaire qui n'était apparu que dans deux finales, à Milan et à Key Biscayne, et les avait perdues.

Il est vrai qu'en Floride, Bruguera, remonté de la 80^e à la 19^e place mondiale, après une année noire due à une blessure à la cheville droite, y avait obtenu la deuxième de ses victoires sur l'Américain en six rencontres.

Lent à entrer dans le match, l'Espagnol retrouva si bien par la suite ses *passings* (huit gagnants), ses accélérations et ses conclusions imparables à la volée ou avec des amorties, que Chang en parut très imprécis. On joua et examina en fait beaucoup les lignes, lors de ce match au cours duquel le n° 2 mondial commit 65 fautes directes, contre 49, mais marqua 28 points au filet, contre 15.

Pour sa part, Arazi n'a pas laissé Rios entrer dans le match. Le fantasme — mais impassible — Chilien a gagné 6-2, 6-1.

Deux inconnus ne cessent par ailleurs d'étonner depuis le début du tournoi: Gustavo Kuerten et Galo Blanco.

Le Brésilien, après avoir eu raison de l'Autrichien Thomas Muster (n° 5) au tour précédent, a éliminé en deux temps l'Ukrainien Andreï Medvedev en cinq manches, 5-7, 6-1, 6-2, 1-6, 7-5. L'Espagnol Galo Blanco, 11^e mondial, a battu le Tchèque Petr Korda, finaliste en 1992, en quatre manches, 1-6, 6-1, 7-5, 6-4.

AVIS PUBLICS

APPELS D'OFFRES

Dans les appels d'offres où il en est fait mention, une garantie de soumission est exigée sous forme de cautionnement ou sous forme de chèque visé, de mandat, de traite, de lettre de garantie irrévocable ou d'obligations payables au porteur, au montant indiqué.

- Québec-Chaudière-Appalaches (1)**
- Dossier 77027700
Réfection des toitures des blocs B et D au 2700, rue Einstein, Ste-Foy (Québec).
Garantie de soumission : 24 000 \$ (cautionnement) ou 12 000 \$ (autres).
Clôture : 97-06-19 à 15 h à Ste-Foy.
- Dossier 77026900
Travaux de plomberie et de chauffage (Lot 1) au 1050, rue des Parlementaires, Québec (Québec).
Garantie de soumission : 40 000 \$ (cautionnement) ou 20 000 \$ (autres).
Clôture : 97-06-12 à 15 h à Ste-Foy.
- Dossier 77027000
Travaux d'électricité (Lot 2) au 1050, rue des Parlementaires, Québec (Québec).
Garantie de soumission : 24 000 \$ (cautionnement) ou 12 000 \$ (autres).
Clôture : 97-06-13 à 15 h à Ste-Foy.
- Dossier 77026800*
Réaménagement (incluant la construction de pièces fermées) au 5700, 4e Avenue Ouest, Charlesbourg (Québec).
Clôture : 97-06-13 à 15 h à Ste-Foy.
- Dossier 77027100
Réfection partielle de la toiture au 25, rue du Palais, Montmagny (Québec).
Garantie de soumission : 5 000 \$ (cautionnement) ou 2 500 \$ (autres).
Clôture : 97-06-12 à 15 h à Ste-Foy.
- Dossier 77027600
Peinture et réparation de fenêtres au 12, rue St-Louis, Québec (Québec).
Garantie de soumission : 10 000 \$ (cautionnement) ou 5 000 \$ (autres).
Clôture : 97-06-18 à 15 h à Ste-Foy.
- Estrie (2)**
- Dossier 72100800
Refaire le collecteur d'eau pluvial au 4260, boul. Bourque, Rock Forest (Québec).
Clôture : 97-06-17 à 15 h à Sherbrooke.

* Les documents seront en vente à compter du 5 juin 1997.
Vente des documents : CIEC 1-800-482-2432 et SIOS 1-800-361-4637.
Les documents de soumission peuvent être consultés aux associations de la construction régionales (projets de construction) et aux adresses suivantes :
(1) Bureau des soumissions, 1200, Route de l'Église, local 3.01, Ste-Foy (Québec), (418) 643-5484.
(2) Direction régionale Estrie, 200, rue Belvédère Nord, bur. 4.02, Sherbrooke (Québec), (819) 820-3193.
L'ensemble des appels d'offres de la Société (services et construction) peuvent être consultés via les systèmes électroniques CIEC et SIOS.

Société immobilière du Québec

Société québécoise d'assainissement des eaux

Travaux dans la ville de Boisbriand
Comté de Groulx
Appel d'offres no : 0007-40-02-41-49

Travaux correctifs à la station d'épuration comprenant : l'installation d'un système de traitement d'air, la relocalisation de CCM, la construction des fondations et d'une dalle sur sol d'un nouveau bâtiment de service, le démantèlement et la relocalisation d'une unité de dosage de chaux, la mise en place d'un nouveau système de pressurisation de panneaux électriques ainsi que divers travaux connexes.

DOCUMENTS DISPONIBLES : Par commande téléphonique uniquement, SQAÉ, Service gestion des contrats, Montréal - Tél.: (514) 873-7411.
PRIX : 90,00 \$ (taxes incluses) non remboursable, par chèque visé ou mandat payable à la SQAÉ.
De plus, pour cet appel d'offres, les soumissionnaires devront prendre connaissance du "Cahier des clauses générales d'appel d'offres, Société québécoise d'assainissement des eaux", publié par Les Publications du Québec (édition 1989). Ce cahier fait partie intégrante du document d'appel d'offres.
LIEUX DE CONSULTATION : Hôtel de ville de Boisbriand; Ass. de la construction de Montréal et de Québec; ACRGTQ; SQAÉ à Montréal et Québec.
VISITE DES LIEUX : Une visite des lieux est prévue le vendredi 13 juin 1997 à 10 h 00.
OUVERTURE DES SOUMISSIONS : Société québécoise d'assainissement des eaux : a/s M. Marc Pinsonnault, LL.B., B.Sc., secrétaire général, 1055, boul. René-Lévesque Est, 10^e étage, Montréal (Québec) H2L 4S5. Le : mercredi 25 juin 1997 à 15h00.
GARANTIE DE SOUMISSION : Cautionnement (42 000,00 \$) ou chèque visé ou autre (21 000,00 \$) N.B. : "autre" signifie autre garantie de soumission spécifiée au document d'appel d'offres.
RENSEIGNEMENTS: Monsieur Carol Lachance - Tél.: (514) 873-7411.
Seules sont admises à soumissionner les personnes, sociétés et compagnies, ayant une place d'affaires au Québec, en Ontario ou au Nouveau-Brunswick, qui détiennent une licence appropriée en vertu de la Loi sur le bâtiment et qui ont obtenu le document d'appel d'offres directement de la Société québécoise d'assainissement des eaux.
La Société ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.
Marc Pinsonnault, LL.B., B. Sc.
Secrétaire général

Bailey s'excuse

Toronto (PC) — Le sprinter canadien Donovan Bailey a présenté des excuses à Michael Johnson, hier, regrettant de l'avoir qualifié de «poule mouillée» et de «lâche» à l'issue de leur duel.

Bailey a facilement remporté la course de 150 mètres quand Johnson a abdicé après environ 70 m en raison d'une blessure à la jambe gauche. Après coup, il a démolit l'Américain sur deux différents réseaux de télévision, l'accusant d'avoir feint une blessure. Les propos de Bailey ont fait le tour du monde et plusieurs observateurs de l'athlétisme ont souligné le manque de distinction du Canadien dans le triomphe.

«Il a remporté un million, mais il a entaché sa réputation», a écrit le chroniqueur du *Toronto Star* Rosie DiManno.

«Ce n'est pas très digne d'un champion», a dit le commentateur de CBS Tim Ryan, natif du Canada.

Hier, Bailey a constaté son erreur et il s'est excusé. «Je veux m'excuser auprès de Michael Johnson pour les commentaires d'après-course que j'ai faits au Sky-Dome de Toronto à écrit Bailey dans un communiqué. Michael et moi étions amis avant de se lancer dans cette aventure unique, mais tout le battage précédent la course a affecté notre amitié.»

«J'ai énormément de respect pour les aptitudes athlétiques de Michael et je souhaite que la blessure qu'il s'est infligée ne compromette pas sa saison. Je lui souhaite un retour rapide à la compétition.»

Johnson, qui n'a pas répondu aux accusations de Bailey après la course, n'était pas disponible pour des entrevues hier.

Expos 10, Mets 0

Toute une raclée!

New York (PC) — Bien appuyé par une attaque explosive, le lanceur Carlos Perez a permis aux Expos d'écraser hier les Mets de New York 10-0 par une soirée misérable au Stade Shea.

Perez (5-4) n'avait pas remporté de victoire depuis le 30 avril. En mai, il avait subi trois défaites en six départs, présentant une ronflante moyenne de points mérités de 6,18. Il était plus agressif hier et défiait les frappeurs. Mais il faut bien avouer que l'attaque des siens lui a rendu la tâche facile.

Il faisait froid et la pluie n'a cessé de tomber tout le long du match, retardé d'une heure 14 minutes.

Mark Clark (5-4) a subi sa deuxième

me défaite de suite contre les Expos. Il a donné quatre points, dont un mérite seulement, en six manches de travail. Il a été victime des circuits de Guerrero et Orsulak, son premier dans l'uniforme des Expos. Mais en quatrième, c'est une erreur de Carlos Baerga qui a permis aux Expos de lui arracher trois points non-mérités. Clark a retiré huit frappeurs sur des prises.

Les Expos ont ensuite matraqué le receveur Rick Trilek en septième. Rondell White a obtenu un simple dans la gauche, poussant Mark Grudzielanek au marbre. Fletcher a suivi avec son 10^e circuit de la saison. En neuvième, Rodriguez a fa calculé un circuit de trois points, son 10^e.

Camps D'été

CAMP MUSICAL DE LANAUDIÈRE
Pour filles et garçons 9 à 17 ans
Lac Priscault, St-Côme
4 sessions : 22 juin au 16 août 1997
Fernand Lindsay, C.S.V., directeur musical
• Musique instrumentale • Chorale et orchestre
• Musique de chambre • Auditions musicales dirigées
C.P. 44, Joliette J6E 3Z3 Information : (514) 755-2496

CAMP THÉÂTRE ET NATURE
DANS LES CANTONS DE L'EST
PARTICIPATION À TOUS LES ASPECTS D'UN SPECTACLE DE THÉÂTRE :
interprétation - décors - costumes - accessoires - maquillages
Pour les 8-11 ans: 22 au 29 juin / Pour les 12-14 ans: 18 au 27 juillet
Information et dépliants : 514-273-2049

Vous voulez que vos enfants soient bilingues?
AU CAMP ANGLOFUN: ILS APPRENDRONT
AU CAMP ANGLOFUN: ILS S'AMUSERONT
Pour plus de renseignements, Tél.: (514) 297-3717 — Fax: (514) 297-3374
Internet : http://www.anglofun.qc.ca Courriel élect.: anglofun@interlinx.qc.ca

je choisis la «Grande Aventure... en Anglais!»
CAMP D'IMMERSION TOTALE EN ANGLAIS
POUR LES JEUNES DE 7 À 17 ANS
LAC KÉNOGAMI, SAGUENAY/LAC-ST-JEAN
(418) 693-0343 ANGLIAN Télécopieur
1-800-Anglian L'ÉCOLE DE LANGUES (418) 693-8165

CAMPS ARTISTIQUES DE JOUR À MONTRÉAL
4 À 16 ANS
1460, av. du Mont-Royal Est, Mt
Tél: (514) 521-3456

Tu veux t'initier au monde de l'espace?
Tu as entre 6 et 16 ans
Alors inscris-toi au camp de jour
Service de garde disponible
La Cité de l'Espace
(514) 462-4227 1 (800) 462-4744
http://pages.infinit.net/fafouin/ecole/cite/cite.html

CAMP JEUNE-AIR
De 6 à 17 ans
32 ans d'expérience
1-800-567-6788

DANS LES LAURENTIDES
Activités de plein-air. Camping dans cabanes dans les arbres et dans forteresse. Tipis indiens.
Pour les 14-15 ans:
Aventure: expéditions canot-camping, randonnée pédestre, équitation
Cyclotourisme: piste du Ptit Train du Nord (vélos fournis), glissade d'eau

Camp Scientifique UQAM
Internet, multimédia, écologie, audiovisuel
Le Camp HYPER BRANCHÉ à Montréal
ouvert aux jeunes de 6 à 15 ans, du 30 juin au 22 août 1997
«Surf» sur le Web. Participe à notre site Internet. Animateurs chevronnés.
Jeux, plaisirs et connaissances.
Boîte vocale: (514) 990-9426
Adresse internet: www.unites.uqam.ca/camps/

Anglais langue seconde
Programmes d'immersion - Été 1997
Pour garçons et filles de 14 à 17 ans
Programme pour jeunes
Sessions de trois semaines
22 juin au 12 juillet
13 juillet au 2 août
• Beau campus au coeur de l'Estrie
• Programme établi depuis 18 ans
• Cours et activités en anglais
• Résidences modernes
• Sessions axées sur le développement de la communication orale
Aussi disponible pour adultes
Sessions de six jours
25 au 30 mai
29 juin au 4 juillet
6 au 11 juillet
13 au 18 juillet
Champlain Regional College
Lennoxville (Qc) J1M 2A1
Tél.: (819) 564-3684
Télécopieur: (819) 564-5171

Pour réservation publicitaire, contacter Micheline Ruelland
au 985-3322